By Lodj
week
NOV 01 | 26

COMMUNIQUÉ DU PALAIS ROYAL

MINURSO

LA FIN DU MANDAT EST ACTÉE



BREAKING NEWS

Fête de l'Unité : l'école au service de la marocanité

DOSSIER SPÉCIAL

Sahara Marocain - ONU

www.lodj.ma

N°: 145 SEMAINE: 1

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

04 ÉDITO D'OUVERTURE

20 BREAKING NEWS

52 CULTURE HEBDO

60 LIFESTYLE HEBDO

68 DIGITAL HEBDO

76 AUTO-MOTO HEBDO

82 SANTE HEBDO

86 AUTO MOTO

Imprimerie Arrissala

LODJ IWEEK

145

NOVEMBRE | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSI
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN
DIRECTEUR DIGITAL & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : NISRINE JAOUADI - BASMA BERRADA - MAMOUNE ACHARKI - SALMA LABTAR - SALMA CHMANTI HOUARI
CHRONIQUES VIDÉO - AVATAR : SOUKAINA BENSAID - CHAYMAE ABDALLAOUI
SOCIAL MEDIA TEAM : NADA DAHANE - OUMNIA LABRITI
STUDIO TEAM : WAFAE SNINA - OUSSAMA MOUKAFI - WAHIBA MAHFOUDI
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
WEBDESIGNER / COUVERTURE, ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur :
www.pressplus.ma


LODj
MÉDIA
LODj
24 Web TV+
MAROC
AFRIQUE
MONDE
LA web TV 24H/7J
marocaine des générations
X, Y & Z !
L'INFO AUTREMENT !
LODj 24 Web TV+
EN DIRECT
Actualité
Décryptages
Interviews
Débats
Culture
Société
LIVE STREAMING 24H/24 • 7J/7
SUIVEZ-NOUS SUR
Facebook
Instagram
TikTok
YouTube
Kick
Twitch
SCANEZ ET REGARDEZ MAINTENANT !
Sur notre site
www.lodj.ma/tv
Sur tous vos écrans
PC, mobile, tablette
En direct
et en replay

EDITO

COMMUNIQUÉ DU CABINET ROYAL

Voici un communiqué du Cabinet Royal :



"Le mandat de la Minurso n'a pas été reconduit par le Conseil de sécurité des Nations Unies lors de sa réunion de ce jour, 30 octobre 2026.

Il s'agit d'une évolution importante et d'un pas significatif vers la clôture définitive du dossier du Sahara marocain aux Nations Unies.

Ce développement majeur coïncide avec la célébration de la fête de l'Unité, décrétée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, pour incarner la rupture dans la gestion de ce dossier, passant d'une simple logique de gestion à une approche de transformation profonde des paramètres.

Ainsi, la non-reconduction du mandat de la Minurso signifie clairement que la présence de cette Mission dans les provinces du sud du Royaume, notamment à travers son personnel, ses véhicules, son matériel et ses symboles, devrait cesser dans les prochains jours.

C'est une page de 35 ans qui est désormais tournée. Héritée d'un contexte anachronique et révolu, cette Mission a longtemps constitué un instrument d'internationalisation du différend régional relatif au recouvrement légitime par le Royaume du Maroc de ses provinces sahariennes.

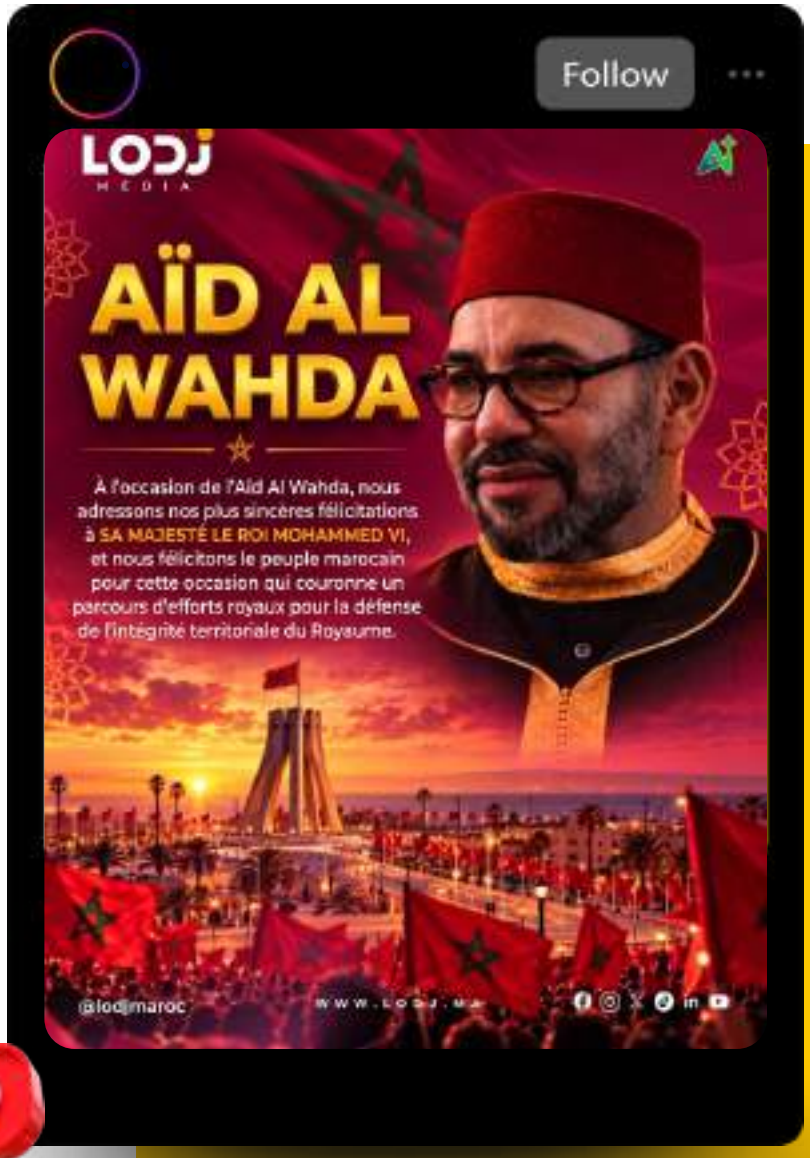
En outre, la non-reconduction de la Minurso devrait marquer la fin de la saisine du Conseil de sécurité et le retrait de cette question de son ordre du jour. Dès lors, les réunions statutaires périodiques du Conseil consacrées au Sahara marocain, les rapports du Secrétaire général des Nations Unies y afférents et les briefings de son Envoyé personnel, n'auraient plus lieu d'être.

Le processus politique onusien, qui a été marqué malheureusement par les tergiversations des autres parties, leur entêtement à créer le blocage et à faire perdurer le statu quo, se trouve ainsi suspendu. Des actions similaires seront également menées prochainement au sein des autres organes de l'ONU.

Tout en marquant sa satisfaction de cette évolution, le Maroc demeure fermement attaché au cessez-le-feu, dans le strict respect de son intégrité territoriale, de sa sécurité nationale et de la quiétude de ses citoyens.

Par ailleurs, la dynamique internationale lancée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu Le préserve, se poursuivra, aux niveaux bilatéral et régional. Elle a d'ores et déjà permis de capitaliser des soutiens importants, puisque plus des deux tiers des membres de l'ONU, y compris des membres permanents du Conseil de sécurité et les puissances influentes, appuient clairement l'autonomie, sous souveraineté marocaine, comme seul cadre de solution pour régler ce différend régional".

POST DE LA SEMAINE



Nos meilleurs voeux à SM le ROi à l'occasion de Aïd Al Wahda

THANK YOU, MERCI, SPASSIBA, MOSCOU !

Le veto russe, un service diplomatique involontaire ou peut-être volontaires, car elle ne pouvait en aucun cas ignorer le véto certain américain, rendu au Maroc

En bloquant la résolution américaine sur le Sahara, la Russie souhaitait maintenir la MINURSO en l'état. Elle a obtenu le résultat contraire.
Faute de résolution adoptée, la mission perd son mandat et, d'après le communiqué du Cabinet Royal, quittera les provinces du Sud dans les tout prochains jours. Le veto russe a ainsi débarrassé le Maroc d'une mission qui ne profitait plus qu'à ses adversaires.

Le paradoxe est saisissant. Le 30 octobre, le projet de texte américain, qui consacrait l'autonomie sous souveraineté marocaine comme seule base de négociation, avait réuni onze voix sur quinze. La Russie l'a torpillé par son veto. Son représentant, Vassili Nebenzia, a alors défendu un texte concurrent présenté comme une simple reconduction technique, maintenant la mission sans aucune modification. Ce contre-projet n'a recueilli que trois voix et le véto americain. En cherchant à préserver la MINURSO telle qu'Alger la souhaitait, Moscou a, en bloquant le seul texte qui la maintenait en vie, signé son arrêt de mort.
Rabat, pour sa part, n'a nullement cherché à éviter ce dénouement. Plutôt que d'accepter un texte affaibli pour contourner le veto, le Maroc a placé la Russie devant un choix sans issue : accepter le texte en intégralité ou renoncer à tout, y compris à la mission. Moscou a opté pour la seconde branche de l'alternative. Ceux qui croyaient que le Maroc s'accrocherait coûte que coûte à la MINURSO ont fait une mauvaise lecture de la situation.

Car qu'était-il encore de cette mission ? Créée en 1991 pour organiser un référendum que tout le monde reconnaît comme irréalisable depuis plus de vingt ans, elle avait été de facto reconvertie en mécanisme d'observation du cessez-le-feu. Or, en novembre 2020, le Polisario avait lui-même proclamé la fin de ce cessez-le-feu, et n'a cessé depuis de revendiquer devant le Secrétaire général la poursuite de sa lutte armée. La MINURSO se retrouvait donc à observer un cessez-le-feu que l'une des parties déclarait caduc, sans avoir ni les moyens ni le mandat pour en tirer les conséquences.

Sur le terrain, en revanche, sa présence avait un coût réel. Des véhicules arborant le sigle onusien, des sites occupés, des restrictions de circulation, une présence étrangère qui entretenait l'image d'un territoire dont le statut restait en suspens. Pour le Maroc, souvrain dans ses provinces du Sud, y investit massivement, y organise des élections et y accueille des représentations consulaires, la mission était devenue le dernier symbole archaïque d'une souveraineté mise sous tutelle.



Ainsi, la MINURSO incarnait l'internationalisation du conflit et constituait le moteur du mécanisme qui le perpétuait. Une mission implique un mandat, lequel génère des rapports du Secrétaire général, des réunions périodiques du Conseil de sécurité, des séances d'information de l'Envoyé personnel, des consultations et des résolutions annuelles. C'est par cet engrenage que le différend restait chaque année inscrit à l'agenda diplomatique international. L'équation est désormais inversée : sans mission, il n'y a plus de Conseil de sécurité, plus d'ONU. Le dossier cesse d'être un rendez-vous incontournable de la diplomatie mondiale.

By Lody

En outre, la non-reconduction de la Minurso devrait marquer la fin de la saisine du Conseil de sécurité et le retrait de cette question de son ordre du jour. Dès lors, les réunions statutaires périodiques du Conseil consacrées au Sahara marocain, les rapports du Secrétaire général des Nations Unies y afférents et les briefings de son Envoyé personnel, n'auraient plus lieu d'être.

Communiqué du Cabinet Royal

Ce dénouement s'inscrit dans la continuité de la résolution 2797 d'octobre 2025, sans la contredire. En 2025, le Conseil avait défini les paramètres de toute solution en faisant de l'autonomie le fondement du règlement. Cette résolution demeure en vigueur, et le veto russe ne l'a pas effacée. En 2026, c'est la mission elle-même qui disparaît, emportant avec elle le caractère récurrent du dossier. La première étape a posé le cadre, la seconde supprime le mécanisme qui permettait de rouvrir indéfiniment le débat. C'est la fin d'une ère : le Maroc passe de la gestion du conflit à sa résolution définitive.



Il serait donc vain de s'en prendre à la Russie. Son veto, accordé à la demande d'Alger, a rendu au Maroc un service considérable, qu'aucune résolution du Conseil n'aurait pu lui procurer, pas même celle que Moscou a bloquée.

Une résolution, même favorable, modifie des textes. Ce veto, lui, modifie la réalité sur le terrain. Mettre fin à une opération de maintien de la paix nécessite ordinairement des années de négociations, des rapports d'évaluation et des réductions progressives d'effectifs.

Un seul vote a suffi pour clore le chapitre MINURSO à moindres frais. Alger voulait conserver la mission comme dernier ancrage international de ses thèses, avec son « R » de référendum. En refusant un texte qui la faisait évoluer, le camp du statu quo a précipité sa disparition, et la Russie, qui croyait maintenir le dossier à l'ONU, l'en a extrait. L'ambassadeur américain Mike Waltz l'avait annoncé avant le vote : le maintien du statu quo « n'est plus acceptable ». Le veto russe lui a donné raison plus tôt que prévu.

Concrètement, la MINURSO va plier bagage. Son retrait des provinces du Sud, annoncé par le communiqué Royal pour les prochains jours.

Ainsi, la non-reconduction du mandat de la Minurso signifie clairement que la présence de cette Mission dans les provinces du sud du Royaume, notamment à travers son personnel, ses véhicules, son matériel et ses symboles, devrait cesser dans les prochains jours.

Le Maroc, lui, ne renonce à rien. Le communiqué Royal le rappelle clairement : le Royaume demeure fermement attaché au cessez-le-feu, dans le respect de son intégrité territoriale et de la sécurité de ses citoyens. La dynamique se poursuivra aux niveaux bilatéral et régional, avec le soutien de plus des deux tiers des membres de l'ONU au plan d'autonomie. Le processus onusien est suspendu, faute pour les autres parties d'avoir voulu en sortir par le haut.

En trente-cinq ans, aucune résolution n'avait rien changé sur le terrain au Sahara Marocain. Un veto vient de le faire. En croyant servir Alger, Moscou a offert à Rabat ce que des décennies de diplomatie onusienne n'avaient jamais réussi à obtenir : la disparition du dernier symbole d'une souveraineté inachevée.

LE VOTE DU 30 OCTOBRE 2026 AU CONSEIL DE SÉCURITÉ MARQUE UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS LE DOSSIER DU SAHARA MAROCAIN.

Après le double veto russe et américain au Conseil de sécurité, le Cabinet Royal a pris acte : la MINURSO doit quitter les provinces du Sud « dans les prochains jours » et le dossier sort de l'ordre du jour du Conseil.

Si le projet de résolution présenté par les États-Unis n'a pas été adopté, cette séance a surtout été marquée par le soutien de onze membres du Conseil à un texte faisant de l'initiative marocaine d'autonomie, sous souveraineté du Royaume, l'unique base des négociations.

Le projet comportait également des propositions visant à modifier le nom de la MINURSO et à revoir ses missions, ainsi qu'à trouver une solution durable à la situation des réfugiés dans les camps de Tindouf. Avec onze voix favorables, trois abstentions et le vote négatif de la Russie, le texte bénéficiait d'une large majorité. Le veto russe a toutefois empêché son adoption.

Ce résultat représente néanmoins un acquis important pour la diplomatie marocaine : il traduit l'existence, au sein du Conseil de sécurité, d'un soutien étendu à l'orientation défendue par le Royaume.

L'évolution la plus significative tient à la place désormais accordée à l'initiative marocaine d'autonomie. Présentée jusqu'ici comme l'une des solutions les plus réalisables, elle est proposée comme le cadre de référence fondamental et exclusif d'un règlement politique. La portée de cette évolution tient au soutien d'une large majorité des membres du Conseil, même si le projet n'a pas été formellement adopté.

Ces développements placent, en parallèle, l'Algérie et le Front Polisario devant la nécessité de réexaminer leurs positions et d'aborder les évolutions diplomatiques avec davantage de réalisme.



S'accrocher à des positions qui ne correspondent plus à l'évolution du débat international complique leur adaptation à une dynamique orientée vers la recherche d'une solution politique réaliste. Cette rigidité ne sert donc pas les orientations défendues par Alger et le Polisario.

Dans cette perspective, mettre fin à la mission de la MINURSO constituerait une étape positive et nécessaire pour clore une phase qui ne correspond plus à la réalité du dossier. Créée en 1991 dans un contexte très différent de celui d'aujourd'hui, cette mission apparaît désormais dépassée et en décalage avec les évolutions politiques et les réalités du terrain.

Son incapacité à organiser le référendum, puis la rupture du cessez-le-feu en 2020, confortent cette appréciation. La fin de sa présence ne modifierait pas la situation sur le terrain. Elle permettrait plutôt de dépasser un mécanisme onusien ayant épuisé son rôle, pour ouvrir une nouvelle phase consacrée à la recherche d'une solution politique réaliste et définitive.

Le bilan de cette séquence ne peut donc se limiter à la non-adoption du projet de résolution.

Certes, le veto russe en a empêché l'adoption. Mais il n'efface ni la portée des onze voix favorables, ni l'évolution du processus diplomatique depuis l'adoption de la résolution 2797, ni la place croissante de l'initiative marocaine d'autonomie dans les discussions internationales.

Plus largement, ces développements traduisent une évolution importante de l'approche internationale du dossier du Sahara. Le débat ne porte plus seulement sur la poursuite du processus antérieur. Il se concentre davantage sur la nature du règlement politique envisageable et sur la nécessité éventuelle d'adapter le rôle et les missions du dispositif onusien à cette nouvelle phase. Une évolution diplomatique majeure, difficile à ignorer et sur laquelle il serait tout aussi difficile de revenir.



APRÈS LA MINURSO : L'AUTONOMIE SOUS SOUVERAINETÉ MAROCAINE, NOUVEAU CADRE DU RÈGLEMENT

La souveraineté d'un État ne saurait être une notion abstraite, ni une revendication perpétuellement renvoyée à des échéances incertaines. Elle appelle des responsabilités, des actes et une continuité dans l'action.Le communiqué du Cabinet royal du 30 octobre traduit précisément cette volonté.

Au-delà de la réaction à la non-reconduction du mandat de la MINURSO, il exprime une lecture politique d'un moment diplomatique particulier : le Maroc entend tirer les conséquences d'une évolution internationale qui place désormais son initiative d'autonomie au centre des discussions. Il ne s'agit pas simplement de tourner une page, mais de ne plus laisser le règlement du différend enfermé dans les paramètres qui ont entretenu son immobilisme.

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni se sont exprimés le 30 octobre 2026 devant le Conseil de sécurité sur le Sahara marocain. Leurs interventions appellent une lecture approfondie des déclarations, la position prise à l'égard du Royaume du Maroc et de la résolution, et la portée politique des formulations retenues. Il y a trois notions fondamentales à considérer : le soutien au plan d'autonomie, la reconnaissance de la souveraineté du Maroc et l'attitude à l'égard du mandat de la MINURSO.



Mike Waltz, représentant des États-Unis, a prononcé l'intervention la plus argumentée. Elle défend evidemment le projet américain et plaide surtout pour un changement de cadre. Il rappelle que les Nations unies doutent depuis près de trente ans de la possibilité d'organiser un référendum, et il cite à l'appui Boutros-Ghali, Kofi Annan et James Baker. Il en tire la conséquence sur l'autodétermination : « Of course, the United States supports the principle of self-determination. There are many ways to realize and express the will of any given people. » Washington admet donc que le référendum n'est plus l'unique voie de l'autodétermination.

L'ambassadeur américain rappelle que la résolution 2797 de 2025 a fait du plan d'autonomie marocain la base des négociations, que trois rounds de discussions de haut niveau se sont tenus avec les parties et les observateurs, et qu'il refuse « un statu quo qui condamnerait les populations concernées à cinq décennies de plus ». Il insiste sur le sort des camps de Tindouf, où des générations naissent et vivent depuis cinquante ans, et il cite les constats des Nations unies sur la malnutrition des enfants de moins de cinq ans. Il conteste enfin le maintien d'une mission dont l'intitulé renvoie à un référendum que l'ONU ne prépare plus depuis des décennies. La conséquence qu'il en tire est une réduction de la présence de la MINURSO, qui devra être ordonnée, stable et protectrice du personnel onusien. J'y lis la volonté de sortir de la logique référendaire et de placer l'autonomie sous souveraineté marocaine au centre du processus.

Jérôme Bonnafont, ambassadeur de France auprès des Nations unies, a tenu les propos les plus percutants les plus précis. « Le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine. » Il ajoute : « C'est donc bien sur la seule base du plan d'autonomie marocain que nous appelons au réengagement des discussions pour aboutir à une solution juste, durable et négociée. » la France regrette le veto russe. Il a souligné en s'adressant au représentant de la Russie qu'il était temps d'avancer et que le statu quo n'était pas une option.

La France ne se contente plus de qualifier le plan de proposition crédible. Elle situe le Sahara dans son présent comme dans son avenir, sous souveraineté marocaine. Cette formule dépasse le soutien à une base de négociation et énonce une position sur le statut même du territoire.

Sarah MacIntosh, représentante permanente du Royaume-Uni, s'est exprimée en termes nets : « Morocco's 2007 autonomy proposal is the most credible, viable, and pragmatic basis for a lasting resolution of the dispute. » , le plan d'autonomie de 2007 est la base la plus crédible, viable et pragmatique d'un règlement durable. Elle a dit l'immense déception de Londres devant le veto russe, salué le rôle des Américains dans la préparation du texte et soutenu l'action de Staffan de Mistura.

Elle a appelé à une solution juste, durable et mutuellement agréée, qui respecte de manière significative le principe d'autodétermination. Après l'échec des deux textes, le Royaume-Uni a invité les membres qui n'avaient pas soutenu le projet américain, lequel avait recueilli onze voix, à chercher une issue sur sa base.

Londres rejoint Washington et Paris sur la centralité du plan, tout en conservant dans son langage la référence à l'autodétermination et à une solution agréée par les parties. Pour mémoire les chiffres du vote donnent le cadre. Le projet américain S/2026/868 a recueilli onze voix pour, une contre, celle de la Russie, et trois abstentions. Le veto russe l'a bloqué. Le projet russe S/2026/870 a obtenu trois voix pour, une contre, celle des États-Unis, et onze abstentions, et s'est heurté à un veto américain.

Aucun texte n'a été adopté, et le mandat de la MINURSO arrivait à expiration le 31 octobre 2026. Le communiqué du Cabinet royal du 30 octobre considère le mandat n'ayant pas été reconduit, la présence de la mission dans les provinces du Sud doit cesser dans les prochains jours.

Enfin, trois éléments me paraissent à retenir. Les trois membres du Conseil de sécurité convergent sur le cadre : le plan d'autonomie est désormais au cœur de la recherche d'un règlement, même si leurs formulations diffèrent. La France franchit un seuil en parlant de souveraineté marocaine sur le présent et l'avenir du territoire. Le Royaume-Uni s'en tient à la qualification du plan comme base la plus crédible, et les États-Unis veulent en faire une architecture de règlement.

Sur la MINURSO, la France et le Royaume-Uni redoutent les conséquences sécuritaires d'une disparition brutale de la mission, et Washington, qui souhaite sa transformation, entend éviter un vide sécuritaire et humanitaire. L'accord porte donc sur le cadre politique. Il est moins assuré sur les modalités institutionnelles et sécuritaires de la transition.





By Lodj

SAHARA MAROCAIN : MIKE WALTZ SONNE LA FIN DU STATU QUO À L'ONU

Après le veto russe, pourquoi Washington refuse-t-il de reconduire la MINURSO à l'identique ?

Après le veto russe opposé au projet américain sur le Sahara, Mike Waltz défend une rupture avec des décennies d'impasse diplomatique. Dans son intervention au Conseil de sécurité, le 30 octobre 2026, l'ambassadeur des États-Unis conteste la pertinence du référendum inscrit dans le nom de la MINURSO et réaffirme le soutien américain à une négociation fondée sur l'autonomie marocaine. Il place les conditions de vie dans les camps de Tindouf au cœur de son argumentation. Pour le Maroc, ce discours conforte une orientation politique essentielle, sans effacer les questions concrètes liées à la transition et à la poursuite des négociations.

Une lettre, trente ans d'impasse

Une lettre peut-elle résumer un blocage diplomatique ? Devant le Conseil de sécurité, Mike Waltz s'attaque au « R » de MINURSO, celui du référendum. Après le veto russe au projet américain, soutenu selon lui par onze membres du Conseil, l'ambassadeur transforme son explication de vote en réquisitoire contre la prolongation d'un mécanisme qu'il juge sans perspective.

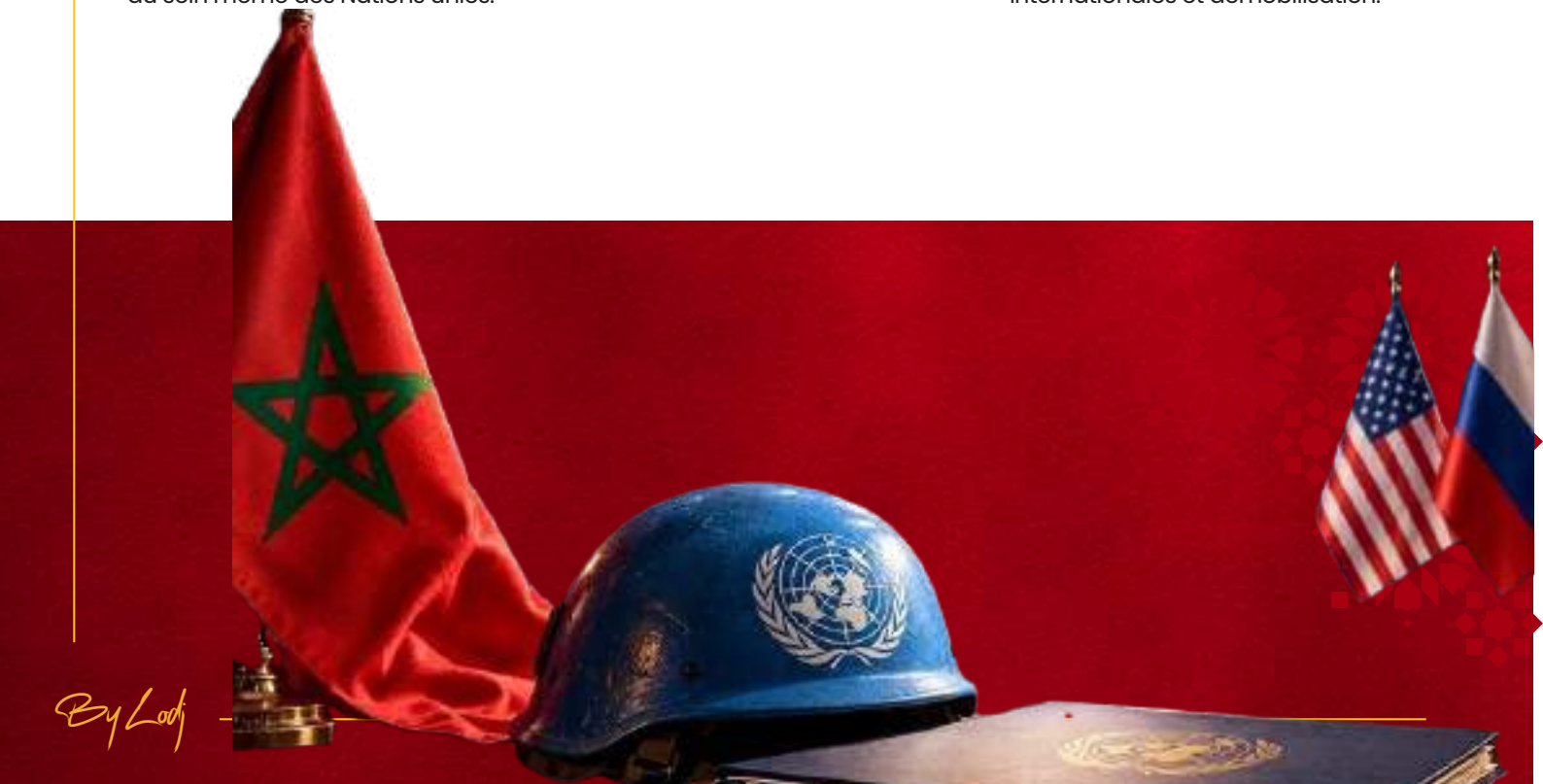
Sa démonstration remonte aux années 1990. Il invoque les réserves successives de responsables onusiens sur l'organisation du scrutin, depuis les désaccords concernant l'identification des électeurs jusqu'aux difficultés d'application d'un éventuel résultat. L'objectif est clair : présenter l'impasse référendaire comme un constat ancien, documenté au sein même des Nations unies.

Cette lecture sert une conclusion politique : Washington ne veut plus cautionner une mission dont l'intitulé continuerait de promettre ce que la diplomatie n'a pas réussi à organiser.

L'autonomie sous la souveraineté marocaine au centre de la négociation

Mike Waltz réaffirme pourtant le soutien américain au principe d'autodétermination. Il défend l'idée que son expression peut emprunter plusieurs voies. Dans ce raisonnement, l'autonomie marocaine devient le cadre permettant de sortir de l'opposition figée entre des positions inconciliables.

L'ambassadeur rappelle que la résolution 2797 a établi, selon sa présentation, la proposition marocaine comme base de négociation. Il évoque trois séquences de discussions à haut niveau, puis détaille des sujets substantiels : représentation politique, sécurité, partage des ressources, protections constitutionnelles, garanties internationales et démobilisation.



By Lodj

Pour Rabat, l'intérêt de cette intervention dépasse donc la dénonciation du veto russe. Washington expose les composantes d'une solution à négocier. Mais une architecture diplomatique, même soutenue politiquement, doit encore devenir un accord accepté et applicable.

Tindouf, l'argument humain

Le passage le plus appuyé concerne les populations des camps de Tindouf. Mike Waltz décrit plusieurs générations nées et élevées dans l'attente d'un règlement.

Citant ce qu'il présente comme le dernier rapport des Nations unies, il affirme que près des deux tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent d'anémie, qu'un tiers présente un retard de croissance et que seuls 10 % bénéficient d'une alimentation minimale acceptable. Ces chiffres sont ceux invoqués dans son discours .

Son message reste direct : l'immobilisme diplomatique produit des conséquences humaines, et le calendrier institutionnel ne saurait les faire disparaître.

Une rupture à traduire en actes

En conclusion, Mike Waltz évoque un retrait des troupes et la nécessité d'en sécuriser les conditions, tout en maintenant le travail avec le secrétaire général et Staffan de Mistura. Son intervention ne fournit toutefois aucun calendrier opérationnel détaillé.

Le discours marque ainsi un refus américain de la reconduction automatique. Pour le Maroc, il constitue un appui politique significatif. L'épreuve suivante sera celle des résultats : une sortie de l'impasse se mesurera aux garanties obtenues et aux perspectives offertes aux populations.



SAHARA : L'ISTIQLAL SOUTIENT PLEINEMENT LA POSITION ROYALE ET APPELLE À LA MOBILISATION NATIONALE

Le parti considère les derniers développements au Conseil de sécurité comme un tournant historique. Il défend une rupture avec le statu quo, réaffirme son soutien à l'autonomie sous souveraineté marocaine et demande le recensement des populations des camps de Tindouf.

Le Parti de l'Istiqlal affiche un soutien « plein et absolu » à la position exprimée par le Cabinet royal à la suite des derniers développements concernant le Sahara marocain au Conseil de sécurité. Dans un communiqué de son Comité exécutif daté du 31 octobre 2026, il qualifie cette séquence de moment historique dans la consolidation de l'intégrité territoriale du Royaume.

Pour le parti, les orientations annoncées marquent un changement profond dans le traitement d'un différend qui dure depuis plus de cinquante ans. Elles traduisent une volonté de rompre avec la gestion du statu quo et de dépasser les paramètres qui ont encadré le processus depuis trente-cinq ans.

La non-reconduction de la MINURSO au centre de la réaction

Le Comité exécutif relève que onze membres du Conseil de sécurité ont soutenu le projet de résolution américain, dont l'adoption a été empêchée par le veto russe. Il inscrit sa réaction dans les conséquences de la non-prolongation du mandat de la MINURSO.

L'Istiqlal soutient ainsi la cessation effective de la présence de la mission dans les provinces du Sud, concernant aussi bien ses personnels que ses véhicules, ses équipements et ses symboles. Il rattache cette position à l'impossibilité d'organiser le référendum initialement envisagé.

Selon sa lecture, la fin du processus politique onusien et la rupture avec l'immobilisme doivent permettre de renforcer la dynamique diplomatique conduite par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Le parti y voit une occasion d'élargir davantage les soutiens internationaux à l'intégrité territoriale du Maroc et à son initiative d'autonomie.

L'autonomie, fondement de la solution politique

Le parti accorde une importance particulière au soutien de onze membres au projet présenté par les États-Unis, en leur qualité de porte-plume du dossier. Il considère ce vote comme une manifestation claire de la confiance internationale dans l'initiative marocaine.

D'après le Comité exécutif, le projet américain fait de l'autonomie sous souveraineté marocaine la seule base des négociations. Le soutien exprimé au Conseil témoignerait ainsi d'une adhésion à une solution fondée sur le sérieux, le réalisme et l'esprit de compromis.

L'Istiqlal affirme également que cette orientation bénéficie de l'appui d'environ deux tiers des États membres des Nations unies, parmi lesquels des membres permanents du Conseil de sécurité et des puissances influentes. Dans cette perspective, il présente la résolution 2797 comme la référence fondamentale et le seul cadre juridique applicable au traitement du dossier.

Un appel à toutes les forces vives

Le Comité exécutif renouvelle l'engagement du parti, de ses instances, de ses organisations et de ses élus derrière le Souverain pour défendre l'intégrité territoriale du Royaume dans toutes les enceintes, par les moyens politiques et diplomatiques.



By Lodj

Son appel dépasse les structures partisanes. L'Istiqlal invite l'ensemble des forces vives à se mobiliser pour défendre les intérêts supérieurs du pays, l'unité du territoire, la sécurité nationale et la tranquillité des citoyens. Il appelle également à contribuer à la consolidation de la solution politique fondée sur l'autonomie sous souveraineté nationale.

Tindouf : recensement et liberté de circulation

Le parti impute à l'Algérie la responsabilité de l'obstruction aux efforts des Nations unies pour parvenir à un règlement politique. Il lui reproche de maintenir une logique d'hostilité et une position idéologique dépassée, au détriment de la construction d'un avenir commun.

Sur le plan humanitaire, l'Istiqlal demande que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés puisse recenser les populations des camps de Tindouf, déterminer le nombre réel de personnes originaires du Sahara et examiner leurs conditions de vie.

Il réclame enfin que ces populations puissent circuler librement et choisir entre rester sur place ou rejoindre le Maroc, s'intégrer à la société et bénéficier de l'ensemble de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Une exigence que le parti place au cœur de la clarification internationale du dossier.



SAHARA MAROCAIN : LE TEMPS DE L'ATTENTE A ASSEZ DURÉ

Je vois dans le tournant diplomatique actuel une exigence de clarté : sortir d'un statu quo devenu stérile, consolider l'autonomie sous souveraineté marocaine et replacer les populations de Tindouf au cœur des responsabilités internationales.

Il arrive un moment où la patience cesse de servir la recherche d'une solution et finit par entretenir le problème.

Sur le Sahara marocain, nous avons largement dépassé ce seuil. Plus de cinquante ans de conflit artificiellement prolongé, trente-cinq ans d'un dispositif construit autour d'un référendum impossible à organiser : combien de générations faudrait-il encore condamner à l'attente pour admettre qu'un cadre a épuisé sa raison d'être ?

Pour ma part, je considère que le Maroc a raison de prendre pleinement acte du tournant qui vient de se produire au Conseil de sécurité. Le soutien de onze membres au projet américain porte une signification politique majeure. Le veto russe en a empêché l'adoption ; il n'efface ni cette majorité ni la direction qu'elle indique : celle d'une solution fondée sur l'autonomie des provinces du Sud sous souveraineté marocaine.

Un blocage institutionnel ne saurait annuler une dynamique diplomatique.

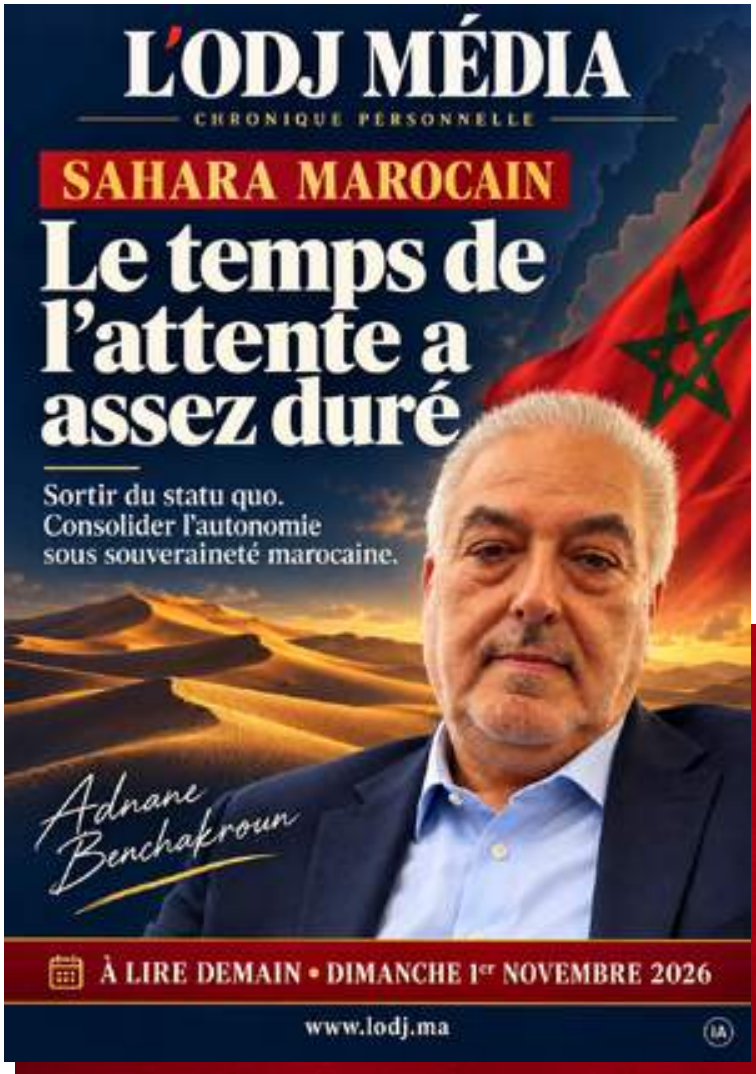
La position exprimée dans communiquè du Palais Royal recueille mon adhésion entière. Elle marque une rupture nécessaire avec une longue habitude internationale : gérer le différend, renouveler les dispositifs et reporter, d'année en année, le moment de sa résolution. Le Maroc affirme désormais qu'il faut tirer les conséquences des événements et transformer profondément les paramètres qui ont entretenu cette immobilité.

Une mission ne peut devenir sa propre finalité

La MINURSO avait été créée autour d'une perspective référendaire dont l'impossibilité s'est imposée au fil des décennies. Dans ces conditions, sa présence ne pouvait indéfiniment tenir lieu de projet politique.

J'adhère à la conséquence tirée de la non-reconduction de son mandat : la cessation effective de sa présence dans nos provinces du Sud, à travers ses personnels, ses véhicules, ses équipements et ses symboles. Une mission internationale doit répondre à une finalité réalisable. Elle ne peut se perpétuer uniquement parce que son renouvellement est devenu une routine diplomatique.

Cette rupture doit ouvrir une nouvelle séquence. La clôture d'un processus enlisé offre au Maroc l'occasion d'amplifier la dynamique conduite par le Souverain, d'élargir les soutiens et de donner davantage de force au projet d'autonomie.



Notre pays dispose d'un acquis essentiel : une proposition sérieuse, réaliste et fondée sur le compromis. L'autonomie sous souveraineté marocaine permet d'organiser une solution politique tout en garantissant l'unité nationale. Le soutien international dont bénéficie cette orientation, auprès d'environ deux tiers des États membres des Nations unies, notamment de membres permanents du Conseil de sécurité et de puissances influentes, lui donne une profondeur qu'aucune manœuvre de procédure ne peut faire disparaître.

À mes yeux, le vote des onze membres confirme cette confiance. Il conforte également la place centrale de la résolution 2797, que je tiens pour la référence fondamentale et le cadre juridique devant désormais guider le traitement du dossier.



L'unité nationale appelle une mobilisation concrète

Une conviction aussi forte exige davantage que des déclarations de satisfaction. Elle engage une responsabilité collective.

Je me reconnais pleinement dans la mobilisation derrière Sa Majesté le Roi pour défendre notre intégrité territoriale dans toutes les enceintes et par tous les moyens politiques et diplomatiques. Cette mobilisation concerne les partis, les élus, les organisations nationales, les acteurs économiques, les médias et l'ensemble des forces vives.

Chacun, dans son domaine, doit contribuer à consolider la solution politique, à expliquer le projet d'autonomie et à défendre les intérêts supérieurs du Royaume. La sécurité nationale, l'intégrité du territoire et la tranquillité de nos concitoyens appellent une vigilance constante.

L'unité nationale prend tout son sens lorsqu'elle devient une capacité d'action.

À Tindouf, rendre enfin aux personnes leur liberté de choix

Il faut également nommer la responsabilité de l'Algérie dans l'obstruction à une issue politique. Son attachement à une logique d'hostilité et à une construction idéologique dépassée continue de faire obstacle à ce que devraient commander la proximité géographique et le destin commun : la coopération, le développement et la stabilité régionale.

Mais derrière ce différend, il y a des êtres humains dont les droits ne peuvent rester suspendus aux calculs politiques.

Je considère indispensable de permettre au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de procéder au recensement des populations des camps de Tindouf. Il faut connaître leurs effectifs réels, identifier les personnes effectivement originaires du Sahara et établir précisément leurs conditions de vie. La communauté internationale doit pouvoir disposer de l'ensemble des faits.

Ces populations doivent surtout retrouver la liberté de circuler et de choisir : demeurer sur place ou rejoindre la mère patrie, s'intégrer à la société marocaine et y exercer pleinement leurs droits politiques, économiques et sociaux.

C'est aussi à cette liberté concrète que se mesure la crédibilité d'une solution.

Ma conviction est simple : le Maroc a suffisamment démontré sa patience, sa constance et sa volonté de compromis. Le moment est venu de convertir cette constance en aboutissement politique. Aucun peuple ne devrait être condamné à attendre indéfiniment que les défenseurs du statu quo consentent enfin à regarder l'avenir.

SAHARA : LE PARLEMENT SE PRÉPARE À UNE SÉANCE COMMUNE

Les deux Chambres devraient se réunir lundi 2 novembre pour examiner les derniers développements du dossier du Sahara, dans le prolongement du communiqué du Cabinet royal.

Selon les informations rapportées par Le Desk, la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers doivent tenir une séance commune lundi 2 novembre. Cette réunion serait consacrée à la situation créée par les derniers votes du Conseil de sécurité sur le Sahara et aux positions exprimées par le Maroc.

D'après les éléments publiés, le projet de résolution américain visant à prolonger le mandat de la mission onusienne a été bloqué par un veto russe, malgré onze voix favorables. Une proposition concurrente portée par Moscou, prévoyant une prorogation technique, n'a pas davantage abouti. Cette absence de résolution constitue le contexte immédiat de la mobilisation parlementaire annoncée.

La réunion s'inscrirait dans le prolongement du communiqué du Cabinet royal diffusé vendredi soir. Le Maroc y considère la non-reconduction du mandat de la Minurso comme une étape majeure et estime que la présence de la mission dans les provinces du Sud doit cesser dans les prochains jours.

Le communiqué exprime également la position marocaine en faveur du retrait du dossier de l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Cette demande relève des démarches diplomatiques annoncées par Rabat et doit être distinguée d'une décision formellement prise par l'instance onusienne.

Au Parlement, la séance commune devrait offrir aux groupes de la majorité et de l'opposition l'occasion d'exprimer leurs positions sur cette nouvelle séquence. L'enjeu sera de traduire le consensus national autour de l'intégrité territoriale en une expression institutionnelle commune, tout en précisant les perspectives de mobilisation parlementaire et diplomatique.

L'annonce intervient alors que le Royaume célèbre le premier anniversaire de la Fête de l'Unité, dans un contexte marqué par une forte attention portée aux évolutions du dossier.

La séance annoncée reste, à ce stade, une information attribuée au Desk. Son ordre du jour détaillé et ses modalités devront être précisés par les deux Chambres.



VIEDO DE LA SEMAINE



FILM HOMMAGE : ABDELHAK TAZI... QUAND LA VIE D'UN HOMME S'INSCRIT DANS LA MÉMOIRE D'UNE NATION

FÊTE DE L'UNITÉ : L'ÉCOLE AU SERVICE DE LA MAROCANITÉ



À l'occasion de la Fête de l'Unité au Maroc, plusieurs établissements scolaires organisent des activités éducatives et festives afin de sensibiliser les élèves à la portée de cette célébration, à l'identité nationale et aux valeurs du patriotisme. L'école Horizon du savoir s'inscrit dans cette démarche en organisant une fête dédiée à cet événement.

À l'occasion de la Fête de l'Unité au Maroc, plusieurs établissements scolaires organisent des activités éducatives et festives afin de sensibiliser les élèves à la portée de cette célébration, à l'identité nationale et aux valeurs du patriotisme. L'école Horizon du savoir s'inscrit dans cette démarche en organisant une fête dédiée à cet événement.

À travers cette initiative, l'établissement scolaire entend faire de cette célébration un moment à la fois festif et éducatif. L'objectif est de permettre aux enfants de mieux comprendre la portée de cette occasion, tout en les familiarisant avec les valeurs de l'unité, de la solidarité et du patriotisme.

La fête organisée par l'école Horizon du savoir à Salé s'inscrit dans une démarche pédagogique qui place la transmission de la mémoire collective et des valeurs nationales au cœur de l'apprentissage. En participant à ce type d'événement, les élèves sont amenés à découvrir davantage leur histoire, à s'intéresser aux symboles de leur pays et à développer leur sentiment d'appartenance à la nation marocaine.

Au-delà des salles de classe, apprendre par la célébration
Dans les établissements scolaires, les fêtes nationales constituent des occasions privilégiées pour compléter les enseignements théoriques par des expériences concrètes et collectives. Les activités organisées dans ce cadre permettent aux élèves d'apprendre autrement, dans un environnement qui favorise les échanges, la participation et la découverte.

Ces moments contribuent également à développer l'esprit de groupe chez les enfants et à leur transmettre des valeurs essentielles à la vie en société. L'école joue ainsi un rôle qui dépasse l'acquisition des connaissances académiques : elle participe aussi à la formation de citoyens conscients de leur identité, de leur histoire et de leurs responsabilités.

À travers cette célébration, l'école Horizon du savoir rappelle ainsi l'importance d'intégrer les événements nationaux dans le parcours éducatif des jeunes générations. Une manière de conjuguer apprentissage et festivité, tout en cultivant, dès le plus jeune âge, l'attachement au Maroc et aux valeurs qui unissent ses citoyens.

DEEP RÉFLEXION DE LA SEMAINE



L'IJTIHAD SOUS INJONCTION : QUI A LE DROIT DE PENSER NOTRE ÉVOLUTION ?

CABINET ROYAL : UNE SÉANCE DE TRAVAIL CONSACRÉE À L'AVANCEMENT DU COMPLEXE PORTUAIRE ET INDUSTRIEL NADOR WEST MED



Rabat - Voici un communiqué du Cabinet Royal :

"Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a présidé ce jour au Palais Royal de Rabat, une séance de travail consacrée à l'avancement du complexe portuaire et industriel Nador West Med, dont le premier terminal doit entrer en exploitation dans les prochains jours, ainsi qu'au projet d'extension du complexe Tanger Med, avec le lancement de la réalisation du nouveau port Tanger Med 3.

Au cours de cette réunion, qui intervient dans la continuité des séances de travail présidées par Sa Majesté le Roi et consacrées aux développements des grands projets portuaires nationaux, notamment celle tenue le 28 janvier dernier, un exposé a été présenté devant le Souverain par le président du Conseil de surveillance de TMSA et du Conseil d'administration de Nador West Med, sur l'état d'avancement de ces deux projets et sur les prochaines étapes de leur développement.

Ces deux nouveaux projets s'inscrivent dans la Vision Royale de doter le Maroc d'un système portuaire performant, apte à renforcer sa compétitivité face à la recomposition des chaînes de valeur mondiales. Cette ambition conjugue croissance nationale et développement territorial, grâce à une meilleure répartition de l'investissement public, à la mobilisation de capitaux privés et à la création de perspectives d'emplois. Elle devra aussi se traduire par des retombées tangibles pour les habitants des zones avoisinantes tout en ancrant la création de la valeur dans les territoires.

Nador West Med (NWM) vient compléter l'offre de Tanger Med et consolider le positionnement logistique, industriel et énergétique du Maroc. Associant infrastructures portuaires et plateformes industrielle, logistique et énergétique, le projet a mobilisé à ce jour 54 milliards de dirhams d'investissements publics et privés.

Son premier terminal à conteneurs, dont la phase initiale sera prochainement mise en exploitation, offrira à terme une capacité de 3,5 millions de conteneurs. Un second terminal, d'une capacité de 1,8 million de conteneurs, entrera en service en avril 2027. Ces deux terminaux mobiliseront 8 milliards de dirhams d'investissement privé.

La composante énergétique prévoit la mise en exploitation du terminal hydrocarbures, adossé à une zone de stockage d'une capacité potentielle de 4 millions de m3 ainsi qu'un terminal de gaz naturel liquéfié pouvant traiter jusqu'à 5 milliards m3 par an.

LIRE LA SUITE

TOP

Exportations: la part de l'automobile bondit de 25% à 35% en dix ans



Le Maroc renforce sa position de puissance automobile. De 25,1% des exportations nationales en 2015, la part du secteur est passée à 34,68% à fin août 2026, avec des ventes à l'étranger en hausse de 14,5%. Premier producteur et exportateur de véhicules du continent africain, le Royaume s'appuie sur un écosystème industriel intégré, une capacité installée d'un million de véhicules et des infrastructures logistiques tournées vers les marchés internationaux.

FLOP



La diphtérie réapparaît, 25 cas suspects signalés dans plusieurs ville du Nord

La réapparition de la diphtérie au Maroc en 2026 suscite de nouvelles inquiétudes sanitaires, notamment dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, où plusieurs cas suspects et confirmés ont été signalés. Des données officielles fournissent des détails sur la répartition géographique des cas signalés.



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LE MAROC VEUT RENFORCER SES PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Le Maroc et la Russie envisagent de conclure un accord de coopération dans la prévention et la lutte contre la corruption. Une rencontre organisée le 28 octobre 2026 à Bakou entre les responsables compétents des deux pays a permis d'examiner plusieurs pistes, notamment la formation, le partage d'expertises et l'utilisation des technologies numériques.

Numérique et formation au cœur des échanges

La lutte contre la corruption pourrait devenir un nouveau domaine de coopération institutionnelle entre le Maroc et la Russie. Mercredi 28 octobre 2026, les deux pays ont engagé des discussions sur un projet d'accord destiné à renforcer leurs échanges d'expertises et leurs capacités de prévention. La rencontre s'est tenue à Bakou, en Azerbaïdjan, entre Mohamed Benalilou, président de l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC), et Alexandre Goutsan, procureur général de la Fédération de Russie.

Les entretiens se sont déroulés en marge de la troisième réunion ministérielle des organes chargés de l'application des lois anticorruption des États membres de l'Organisation de la coopération islamique. Selon les informations communiquées à l'issue de cette rencontre, les discussions ont notamment porté sur le partage des expériences institutionnelles et des bonnes pratiques dans la prévention des risques de corruption.

Les deux parties ont également évoqué l'utilisation des technologies numériques, la coopération scientifique et l'organisation de programmes de formation destinés aux professionnels des institutions concernées. Le recours aux outils numériques constitue un axe particulièrement intéressant dans ce domaine.

La dématérialisation de certaines procédures, l'amélioration de la traçabilité administrative et l'analyse des données peuvent contribuer à renforcer les dispositifs de prévention, à condition d'être accompagnées de garanties juridiques et de mécanismes de contrôle efficaces.

Pour le Maroc, qui poursuit plusieurs chantiers de modernisation administrative, ces échanges pourraient apporter des expériences supplémentaires dans la conception et l'évaluation des politiques de probité. Les responsables marocain et russe ont aussi examiné un projet de mémorandum d'entente. Ce document doit établir un cadre institutionnel de coopération respectant les compétences et les législations des deux pays.

LIRE LA SUITE

DÉCLARATION DE LA SEMAINE

LE GOUVERNEMENT A «AUGMENTÉ LES TAXES SUR LES CIGARETTES, SURTOUT CELLES QUI SE SONT RÉPANDUES AUJOURD'HUI, POUR TENTER D'EN ÉLOIGNER LES ADOLESCENTS»



Fouzi Lekjaa,

Le ministre de l'économie, des finances et de la performance publique,

By Lodj

DÉFENSE : SIX NOUVEAUX APACHE RENFORCENT L'ARSENAL AÉRIEN DU MAROC

Les Forces royales air ont réceptionné six nouveaux hélicoptères de combat AH-64E Apache lors d'une cérémonie organisée le 26 octobre 2026 à Salé. Cette livraison porte à 19 le nombre d'appareils reçus par le Maroc sur les 24 prévus dans le cadre de son programme d'acquisition auprès des États-Unis.



Un partenariat militaire renforcé avec Washington

Le Maroc poursuit la modernisation de ses capacités militaires aériennes. Lundi 26 octobre 2026, les Forces royales air ont officiellement réceptionné six nouveaux hélicoptères de combat AH-64E Apache, lors d'une cérémonie organisée à la première base aérienne de Salé, près de Rabat. Cette livraison constitue une nouvelle étape dans le programme d'acquisition engagé avec les États-Unis pour renforcer les moyens opérationnels des Forces armées royales.

Avec ces six appareils supplémentaires, le Maroc dispose désormais de 19 hélicoptères Apache sur les 24 prévus dans le programme annoncé. Cinq appareils restent donc à livrer pour compléter cette flotte. Selon les informations publiées à l'occasion de la cérémonie, le contrat représente près de 1,3 milliard de dollars.

L'AH-64E Apache figure parmi les hélicoptères de combat les plus avancés de sa catégorie. Il est conçu pour mener différentes missions militaires, notamment l'appui aux forces terrestres, la surveillance du champ de bataille et les opérations d'attaque contre des objectifs identifiés. Cette version dispose de systèmes électroniques, de capteurs et de capacités de communication destinés à améliorer la connaissance de la situation opérationnelle et la coordination avec d'autres unités.

Son intégration dans les Forces royales air implique également des besoins importants en matière de formation des équipages, de maintenance et de soutien technique. L'acquisition de nouveaux appareils ne se limite donc pas à une augmentation du nombre d'équipements disponibles. Elle suppose la mise en place d'un ensemble de compétences humaines et logistiques permettant leur utilisation durable.

La cérémonie de réception a également illustré l'importance de la coopération militaire entre Rabat et Washington. Les deux pays entretiennent depuis plusieurs années un partenariat de défense comprenant des acquisitions d'équipements, des exercices conjoints et des échanges techniques. L'exercice multinational African Lion constitue notamment l'un des principaux cadres de coopération militaire associant les forces américaines et marocaines sur le continent africain.

Dans un environnement régional marqué par différents défis sécuritaires, le renforcement des moyens aériens s'inscrit dans la stratégie de modernisation des capacités de défense du Royaume. Cette politique soulève toutefois une réflexion plus large sur la maîtrise des coûts, la maintenance à long terme et le développement de compétences techniques nationales. Pour le Maroc, l'enjeu dépasse ainsi la réception de nouveaux hélicoptères : il consiste à transformer ces acquisitions en capacités opérationnelles durables, tout en consolidant son expertise humaine et technologique dans le secteur de la défense.

ÉMISSION



7ÈME SENS AVEC KHALID MOUNA : ÉTHIQUE ET MORALE EN POLITIQUE, LA FIN DE L'IMPUNITÉ ?

FATIMA EZZAHRA EL MANSOURI
REÇUE PAR VLADIMIR POUTINE AU KREMLIN

La cheffe du gouvernement marocain, Fatima Ezzahra El Mansouri, a participé à une réception officielle tenue au Kremlin, mercredi 28 octobre 2026, en marge du troisième Sommet Russie-Afrique. Il s'agissait de sa toute première sortie officielle à l'étranger depuis sa prise de fonction, qu'elle a effectuée revêtue d'un caftan marocain traditionnel, conférant à cette apparition une portée à la fois diplomatique et symbolique.



La cheffe du gouvernement marocain, Fatima Ezzahra El Mansouri, a participé à une réception officielle tenue au Kremlin, mercredi 28 octobre 2026, en marge du troisième Sommet Russie-Afrique. Il s'agissait de sa toute première sortie officielle à l'étranger depuis sa prise de fonction, qu'elle a effectuée revêtue d'un caftan marocain traditionnel, conférant à cette apparition une portée à la fois diplomatique et symbolique.

Cette réception, organisée en l'honneur des chefs d'État, chefs de gouvernement et hauts responsables prenant part au sommet, a été l'occasion pour le président russe Vladimir Poutine de porter un toast aux dirigeants africains. Il a exprimé sa volonté de renforcer les liens entre la Russie et les pays africains, en appelant à une coopération plus large et pérenne.

Le troisième Sommet Russie-Afrique, accompagné d'un forum économique et humanitaire, se déroule à Moscou les 28 et 29 octobre 2026. Cet événement illustre la détermination de Moscou à approfondir ses relations politiques, économiques et diplomatiques avec le continent africain.

La présence du Maroc à ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre de sa politique étrangère et de son engagement dans les échanges diplomatiques multilatéraux, à une période où les rapports entre les nations africaines et les grandes puissances mondiales prennent une importance croissante. Cette rencontre a également permis de réaffirmer la nécessité du dialogue, du respect des intérêts réciproques et de la construction de partenariats au bénéfice des populations.



BOUJDOUR ACCUEILLE LES JOURNALISTES D'AFRIQUE ET DU MOYEN-ORIENT :

L'ODJ MÉDIA DÉPLOIE UNE COUVERTURE SPÉCIALE EN DIRECT SUR SIX PLATEFORMES

Du 30 octobre au 1er novembre 2026, Boujdour accueillera la quatrième édition du Forum international des journalistes d'Afrique et du Moyen-Orient, consacrée au rôle des médias dans l'accompagnement du projet marocain d'autonomie, de la paix et du développement. À cette occasion, L'ODJ Média prévoit une couverture exceptionnelle, combinant diffusion en direct et simultanée sur six plateformes sociales, reportages de terrain, interviews exclusives et installation d'un studio Web TV sur place. Objectif : faire vivre l'événement au-delà des conférences, donner la parole aux participants et mettre en lumière les enjeux économiques, sociaux et territoriaux des provinces du Sud.

Boujdour, carrefour du dialogue médiatique international

La ville de Boujdour s'apprête à devenir, du vendredi 30 octobre au dimanche 1er novembre 2026, un lieu de rencontre entre journalistes, chercheurs, universitaires et professionnels de la communication venus du Maroc, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe.

Organisée par le Club Sahara de la presse et de la communication de Laâyoune, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, département de la Communication, et avec la collaboration des institutions territoriales concernées, cette quatrième édition entend renforcer les échanges professionnels autour du journalisme, de la paix, de l'autonomie et du développement.

Le forum s'inscrit également dans le contexte de la commémoration du premier anniversaire de la Fête de l'Unité.

Selon les informations communiquées sur l'événement, près de 50 journalistes, chercheurs et professionnels sont attendus.

Au-delà de sa dimension institutionnelle, cette rencontre ambitionne de favoriser le partage d'expériences entre professionnels des médias et de contribuer à une meilleure connaissance des transformations économiques, sociales et territoriales des provinces du Sud.

LIRE LA SUITE

By Lodj

TRAFIC DE HASCHICH : ARRESTATION À TANGER ET 86 INTERPELLATIONS EN ESPAGNE

Des associations marocaines créent un mécanisme indépendant pour suivre les engagements du Maroc en matière de droits des femmes, d'égalité et de lutte contre les discriminations.



Un homme présenté comme le chef présumé d'un important réseau international de trafic de haschich a été arrêté le 8 octobre 2026 à Tanger, dans le cadre d'un mandat d'arrêt international. L'opération, annoncée par la Police nationale espagnole le 27 octobre, a conduit à 86 arrestations en Espagne et à la saisie de 10,8 tonnes de haschich. Le suspect, surnommé « El Moreno » dans plusieurs publications, attend désormais l'issue d'une procédure d'extradition.

La coopération maroco-espagnole au cœur de l'enquête

La coopération sécuritaire entre le Maroc et l'Espagne a permis l'arrestation d'un homme recherché dans une vaste affaire de trafic international de stupéfiants. Le 8 octobre 2026, les autorités marocaines ont interpellé à Tanger le chef présumé d'un réseau criminel actif entre le Maroc, l'Espagne et plusieurs pays européens.

L'arrestation a été rendue publique le 27 octobre par le ministère espagnol de l'Intérieur, qui confirme l'exécution d'un mandat d'arrêt international dans le cadre de la coopération policière et judiciaire entre les deux pays.

Le suspect, désigné sous le surnom « El Moreno » par certaines publications, était recherché depuis mars 2026. Il avait échappé à une première vague d'arrestations visant les responsables présumés de l'organisation. L'enquête avait débuté au début de l'année 2025, lorsque les policiers espagnols avaient identifié des activités suspectes utilisant des plateformes de messagerie chiffrée.

Selon les enquêteurs, le réseau organisait l'acheminement de haschich depuis le Maroc vers les côtes espagnoles, avant son transport vers Madrid pour être stocké puis distribué en Espagne et dans d'autres pays européens. Les investigations ont permis de localiser plusieurs entrepôts et logements utilisés pour conserver les stupéfiants. Au total, les autorités espagnoles font état de 86 personnes arrêtées sur leur territoire, dont 65 à Madrid et dix à Guadalajara.

Les opérations ont également permis la saisie de 10.800 kilogrammes de haschich, de plus de 21,8 kilogrammes de marijuana, de plusieurs armes, de 25 véhicules, de montres de luxe et de près de 466.000 euros en espèces. Les enquêteurs soupçonnent par ailleurs l'organisation d'avoir mis en place différents mécanismes de blanchiment d'argent, notamment à travers des sociétés écrans, des factures fictives et des opérations immobilières.

LIRE LA SUITE



CASABLANCA ACCUEILLE LE GLORIA, NAVIRE-ÉCOLE DE LA MARINE COLOMBIENNE

Le port de Casablanca accueille un visiteur qui change des cargos habituels. Le navire-école colombien ARC Gloria a accosté mardi 27 octobre 2026 pour une escale annoncée jusqu'au jeudi 29 octobre. À bord, plus de 160 marins et une double mission : former les futurs officiers et rapprocher la Colombie du Maroc.

Une escale pour rapprocher Rabat et Bogota

Cette visite mêle rencontres institutionnelles, échanges culturels et activités académiques. Selon les déclarations de l'ambassadeur colombien Carlos Arturo Forero Sierra, rapportées par la MAP, elle accompagne le renforcement des relations entre les deux pays.

Le programme annoncé prévoit notamment des échanges avec des établissements marocains de formation navale et des rencontres entre les cadets colombiens et leurs hôtes. L'idée est simple : apprendre à mieux se connaître, au-delà des discours officiels.

Pour Casablanca, cette escale donne aussi un visage concret à une relation diplomatique souvent éloignée du quotidien. Ici, le dialogue passe par un équipage, des parcours de formation et un patrimoine maritime à découvrir.

Le Gloria, une école qui voyage depuis 1968

Avec ses quelque 76 mètres et ses 23 voiles, le Gloria possède une silhouette reconnaissable. Mais derrière l'image de carte postale, le bâtiment reste avant tout un outil de formation pour la marine colombienne.

En service depuis 1968, il permet aux élèves officiers de découvrir les exigences de la navigation et de la vie en équipage. Ses traversées servent également à présenter la culture colombienne dans les ports visités.

À chaque escale, cette mission prend une dimension différente : les marins rencontrent d'autres publics, tandis que le navire devient une vitrine de leur pays. À Casa, cette rencontre se joue cette semaine sur les quais.

Des visites annoncées, avec inscription obligatoire

Bonne nouvelle pour les curieux : l'ambassade de Colombie annonce des visites du bâtiment. Elles doivent permettre au public intéressé de découvrir ses installations et de rencontrer son équipage.

Un retour à Casablanca sept ans après

Le Gloria connaît déjà la métropole. En septembre 2019, il y avait fait escale lors du bicentenaire de l'indépendance colombienne et des quarante ans de relations diplomatiques entre Rabat et Bogota.

LIRE LA SUITE

ATTAQUE EN JORDANIE : SM LE ROI MOHAMMED VI ADRESSE UN MESSAGE DE SOLIDARITÉ AU ROI ABDALLAH II

SM le Roi Mohammed VI a adressé un message de condoléances et de solidarité au Roi Abdallah II de Jordanie après une attaque terroriste contre une église dans le gouvernorat d'Al-Karak. Le Souverain a réaffirmé le rejet catégorique du Maroc de toute forme de terrorisme visant les populations civiles.



Une coopération fondée sur des liens historiques

Le Maroc a exprimé sa solidarité avec la Jordanie après une attaque terroriste ayant visé une église dans le gouvernorat d'Al-Karak. Dans un message adressé au Roi Abdallah II Ibn Al Hussein, relayé le lundi 26 octobre 2026 par l'Agence Maghreb Arabe Presse, SM le Roi Mohammed VI a condamné cette agression et réaffirmé le soutien du Royaume au peuple jordanien. Le message insiste également sur le rejet total du terrorisme, particulièrement lorsqu'il menace la sécurité et la vie de citoyens innocents.

Au-delà de l'émotion suscitée par les événements d'Al-Karak, la réaction de Rabat illustre la continuité des relations entre les deux monarchies. Le Maroc et la Jordanie entretiennent des liens politiques et diplomatiques anciens, nourris par des consultations régulières sur plusieurs dossiers régionaux et internationaux. Les deux pays partagent également un intérêt pour la stabilité du Moyen-Orient et la prévention des violences extrémistes.

La condamnation marocaine intervient dans un contexte régional marqué par des tensions sécuritaires persistantes. Les attaques visant des lieux de culte soulèvent notamment la question de la protection des civils et de la coexistence entre communautés religieuses.

Pour le Maroc, la lutte contre le terrorisme demeure un sujet qui dépasse les seules frontières nationales. Elle mobilise des dimensions sécuritaires, diplomatiques et préventives, dans un environnement où les menaces peuvent prendre des formes très différentes.

La réaction de SM le Roi Mohammed VI rappelle ainsi que les relations entre Rabat et Amman s'expriment aussi dans les moments de crise. À l'heure où les équilibres régionaux demeurent fragiles, cette solidarité souligne l'importance que le Maroc continue d'accorder à la sécurité des populations civiles et à la stabilité de ses partenaires arabes.

By Lodj

CHOSES PROMISES, CHOSES RÉALISÉES : L'ODJ MÉDIA MET EN LIGNE SON CHATBOT IA SUR LE PLF 2027



Ce que le budget 2027 change pour vous ? Un portail en français, en arabe et en anglais pour comprendre, explorer et interroger le projet de loi de finances.

Un assistant pour poser ses propres questions

Chatbot IA sur le PLF 2027

L'ODJ Média l'avait annoncé : le rendez-vous est désormais en ligne. Son portail consacré au projet de loi de finances 2027 propose une nouvelle manière d'aborder le budget de l'État. Un assistant documentaire alimenté par l'intelligence artificielle, des parcours selon votre situation, des chiffres clés, un simulateur fiscal et des références aux documents sources : l'objectif est de rendre une matière technique plus accessible, sans perdre le lien avec les textes.

Derrière les milliards de dirhams, les articles fiscaux et les tableaux budgétaires, une question revient : qu'est-ce que cela change pour moi ? C'est précisément le point de départ de ce nouvel espace proposé par L'ODJ Média.

Le lecteur peut entrer par ses préoccupations : impôts, aides sociales, salaires, emploi, retraite, consommation ou investissements dans les territoires. Il peut aussi parcourir les grandes orientations du projet et comprendre d'où viennent les ressources de l'État et comment ses dépenses se répartissent.

Un assistant pour poser ses propres questions

Au cœur du dispositif, le chatbot permet de formuler une question sur le PLF 2027 en langage courant. Quelles dispositions concernent la TVA ? Que prévoit le projet pour l'emploi public ? Où retrouver une information budgétaire précise ?

L'assistant est présenté comme fondant ses réponses exclusivement sur un corpus de quinze documents : le projet de loi de finances et ses quatorze documents d'accompagnement. Le principe annoncé est celui d'une réponse accompagnée de références à la page exacte du document concerné. Le lecteur dispose ainsi d'un chemin pour revenir à la source et approfondir sa lecture.

Cette démarche prolonge le travail journalistique : expliquer, orienter et donner les moyens de vérifier.

Des contenus organisés selon votre situation

La rubrique « Ce qui change pour moi » propose huit entrées : salariés, familles et ménages modestes, retraités et veuves, consommateurs, agriculteurs, éleveurs et pêcheurs, entreprises et commerçants, jeunes et demandeurs d'emploi, ainsi que santé et école.

LIRE LA SUITE



ISRAËL : NI NETANYAHOU NI EISENKOT, LES URNES DÉBOUCHENT SUR UNE IMPASSE

Les élections israéliennes du 27 octobre se sont soldées par une impasse, ni le Premier ministre Benjamin Netanyahou ni son principal rival, Gadi Eisenkot, ne disposant d'une voie claire vers la majorité.



Alors que la quasi-totalité des voix a été dépouillée, la coalition nationaliste-religieuse de Netanyahou a remporté 53 sièges, tandis que le bloc de l'ancien chef d'état-major Eisenkot, regroupant des factions de droite et de centre-gauche, en a obtenu 48.

Les deux partis israéliens à majorité arabe ont remporté un nombre record de 19 sièges. Le bloc de Netanyahou exclut toute formation de coalition avec les partis arabes. Eisenkot les a également écartés, invoquant un manque de valeurs communes avec les partis représentant la minorité palestinienne du pays, qui représente 21 % de la population.

Les votes étant désormais comptabilisés, le président israélien Isaac Herzog mènera des consultations avec les représentants des partis avant de désigner le candidat qu'il estime le plus à même de former un gouvernement. Cette décision devrait intervenir après le 4 novembre.



PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

RECHERCHE SCIENTIFIQUE : UNE ÉQUIPE MAROCAINE RÉCOMPENSÉE EN CHINE POUR SES TRAVAUX SUR L'ARGAN



Des chercheurs de l'Université Mohammed V de Rabat ont remporté deux distinctions au Sommet mondial des jeunes scientifiques, organisé du 23 au 25 octobre à Wenzhou, en Chine. Leur étude porte sur la valorisation des tourteaux d'argan dans la fabrication du pain de blé, avec pour objectif de transformer un sous-produit de l'extraction de l'huile d'argan en ingrédient à valeur ajoutée pour l'industrie agroalimentaire.

By Lodj



UE-CANADA : UNE NOUVELLE ALLIANCE SE DESSINE FACE À DONALD TRUMP

L'Union européenne et le Canada ouvrent, ce jeudi 29 octobre à Montréal, un sommet stratégique de deux jours destiné à approfondir leur coopération économique, technologique et sécuritaire. Dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis de Donald Trump, les deux partenaires cherchent à renforcer leur autonomie. Mais le projet de faire du Canada un « membre associé » de l'UE divise les Européens.

De nouvelles perspectives pour les partenaires du Maroc

L'Europe et le Canada veulent redéfinir leur partenariat transatlantique. Les 29 et 30 octobre 2026, Montréal accueille le 21e sommet Union européenne-Canada, une rencontre diplomatique majeure destinée à rapprocher deux partenaires confrontés à un environnement international de plus en plus incertain.

Le Premier ministre canadien Mark Carney reçoit la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président du Conseil européen, António Costa. Leur ambition est de construire une coopération renforcée dans plusieurs domaines stratégiques, allant du commerce à la défense, en passant par les technologies et les ressources naturelles.

Cette accélération intervient dans un contexte de tensions commerciales avec Washington. Les politiques protectionnistes de Donald Trump poussent Ottawa à diversifier ses débouchés et encouragent les Européens à renforcer leurs partenariats avec des économies partageant leurs priorités.

Pour le Canada, l'enjeu est considérable. Près de 70 % de ses exportations sont destinées aux États-Unis, selon les données rapportées par Reuters. Une concentration qui rend son économie particulièrement sensible aux décisions américaines. Le rapprochement avec Bruxelles vise donc à réduire cette vulnérabilité, sans rompre les relations économiques avec Washington.

Au programme du sommet figurent notamment les minerais critiques, indispensables à la fabrication des batteries et des équipements électroniques, le commerce numérique, l'intelligence artificielle, la recherche et les échanges entre jeunes.

LIRE LA SUITE

Numéro
145

I-NEWS



MÉTACOGNITION : QUAND LES FEMMES MAROCAINES APPRENNENT À SE REGARDER PENSER

IRAN : LES TENSIONS AVEC WASHINGTON FRAGILISENT LES EFFORTS DIPLOMATIQUES

International



Les tensions entre l'Iran et les États-Unis continuent de peser sur la sécurité du Moyen-Orient. Mardi 27 octobre 2026, Téhéran a accusé Washington de ne pas aborder sérieusement les négociations, tandis qu'un incident maritime était signalé près des côtes irakiennes. Dans ce climat incertain, plusieurs puissances régionales poursuivent leurs efforts pour favoriser une désescalade.

Téhéran met en cause la volonté américaine de négocier

Le dialogue entre l'Iran et les États-Unis reste confronté à de profondes difficultés. Le 27 octobre 2026, les autorités iraniennes ont accusé Washington de manquer de sérieux dans les discussions diplomatiques, alors que la situation sécuritaire demeure tendue dans le Golfe. Ces déclarations interviennent dans le contexte du conflit déclenché en février 2026 par des attaques américaines et israéliennes contre l'Iran, suivi notamment de mesures américaines visant les ports iraniens.

Depuis plusieurs mois, la confrontation pèse sur les équilibres régionaux et accentue les difficultés économiques de la population iranienne. Selon les données officielles iraniennes, l'inflation annuelle approchait 90 % en septembre 2026. La dépréciation monétaire et les perturbations économiques contribuent à renchérir les produits essentiels.

Sur le plan diplomatique, Téhéran reproche à Washington une attitude incompatible, selon les responsables iraniens, avec la recherche d'un accord négocié. Cette accusation reflète la position iranienne et ne permet pas, à elle seule, d'établir les intentions réelles de l'administration américaine. Parallèlement, les risques sécuritaires demeurent importants dans les voies maritimes de la région.

Le service britannique de surveillance du transport maritime UKMTO a signalé un incident impliquant un navire à environ 63 milles nautiques, soit 117 kilomètres, au sud-est d'Al-Faw, en Irak. Selon les premières informations, un incendie s'est déclaré à bord du bâtiment. Cette situation illustre la vulnérabilité des routes maritimes du Golfe, essentielles aux échanges énergétiques internationaux.

Dans ce contexte, plusieurs États cherchent à maintenir des canaux de dialogue. Des responsables saoudiens, pakistanais et turcs se sont rendus à Téhéran pour rencontrer le président iranien et les responsables de la sécurité nationale.

LIRE LA SUITE



24 ساعة / 24 • 7 أيام / 7 **استمعوا مباشرة**

بث مباشر
وإعادة الاستماع فالوقت لي بغيتي

على جميع أجهزتكم
كمبيوتر، موبايل، تابلت

على موقعنا
LODJ.ma/radio

تابعونا أيضاً على

ديزر · سبوتيفاي · بودكاست غوغل · بودكاست أبل · إنستغرام · فيسبوك

ÉLECTIONS EN ISRAËL : UNE PERCÉE HISTORIQUE DES PARTIS ARABES AU KNESSET



Les élections législatives israéliennes du 27 octobre 2026 pourraient rebattre les cartes politiques du pays. Alors qu'aucun des deux grands blocs ne dispose, à ce stade, d'une majorité parlementaire, les partis arabes enregistrent une progression importante. Leur représentation pourrait devenir déterminante dans les négociations pour former le prochain gouvernement.

Des équilibres politiques aux conséquences régionales

Les électeurs israéliens ont voté le 27 octobre 2026, mais le scrutin n'a pas permis de dégager immédiatement une majorité politique claire. Au lendemain des législatives, les résultats partiels montrent un paysage parlementaire fragmenté, dans lequel les partis arabes pourraient jouer un rôle déterminant.

Selon les résultats préliminaires publiés mercredi, après le dépouillement de 76,8 % des bulletins, le bloc soutenant Benjamin Netanyahu était crédité de 54 sièges, contre 47 pour le camp d'opposition conduit par Gadi Eisenkot. Les formations arabes obtenaient ensemble 19 sièges, un résultat historique.

Le Knesset, Parlement israélien, compte 120 membres. Pour former une majorité absolue, un bloc doit disposer d'au moins 61 sièges. À ce stade du dépouillement, aucun des deux principaux camps ne paraît en mesure d'atteindre seul ce seuil. Cette situation place les partis arabes au centre des discussions sur les futures alliances.

La Liste arabe unie, connue sous le nom de Ra'am et dirigée par Mansour Abbas, s'est montrée ouverte à une participation aux négociations concernant un gouvernement alternatif à celui de Netanyahu. La Liste commune, davantage marquée par des positions nationalistes palestiniennes, apparaît plus réservée sur une participation directe au gouvernement, sans exclure certaines formes de soutien parlementaire.

Cette distinction est essentielle : disposer d'un poids électoral important ne signifie pas automatiquement pouvoir participer à une coalition.

LIRE LA SUITE

INAUGURATION DE LA SEMAINE

RABAT : INAUGURATION DU NOUVEAU SIÈGE DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE



Événement. Le ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, a procédé, mercredi à Rabat, à l'inauguration du nouveau siège abritant la Cour administrative d'appel et le Tribunal administratif de première instance. Réalisée pour un investissement de près de 15 millions de dirhams, cette nouvelle infrastructure s'inscrit dans le programme de modernisation des juridictions et d'amélioration des conditions d'accès à la justice.



NOUVELLE TRAGÉDIE FERROVIAIRE EN ESPAGNE : LE BILAN S'ALOURDIT À 30 MORTS

L'Espagne est frappée par une nouvelle catastrophe ferroviaire. Mercredi 28 octobre 2026, deux trains à grande vitesse sont entrés en collision près d'Urda, dans la province de Tolède, faisant au moins 30 morts selon un bilan provisoire. L'accident, survenu sur l'axe Madrid-Andalousie, ravive les interrogations sur la sécurité du réseau ferroviaire espagnol.

Les premiers éléments orientent l'enquête vers la signalisation

L'Espagne connaît une nouvelle tragédie ferroviaire. Mercredi 28 octobre 2026, vers 8 h 54, deux trains à grande vitesse sont entrés en collision près d'Urda, dans la province de Tolède, sur la ligne reliant Madrid à Séville. Selon un bilan provisoire communiqué par les autorités régionales de Castille-La Manche, au moins 30 personnes ont perdu la vie. Ce chiffre pourrait encore évoluer, les opérations de secours se poursuivant sur les lieux.

L'accident a impliqué un train de la compagnie publique Renfe et une rame exploitée par l'opérateur privé Iryo. Les deux convois transportaient au total 544 passagers. D'après les premiers éléments disponibles, le train Renfe aurait percuté l'arrière d'une rame Iryo immobilisée sur la voie. La violence du choc a provoqué le déraillement de plusieurs voitures, dont au moins deux sont tombées en contrebas d'un talus.

Les secours ont rapidement été mobilisés. Pompiers, équipes médicales, Guardia Civil et protection civile sont intervenus pour évacuer les blessés et rechercher d'éventuelles victimes dans les wagons endommagés. Face à l'ampleur de l'accident, les autorités ont également sollicité des renforts spécialisés.
Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a annulé ses engagements pour suivre la situation et exprimé sa solidarité avec les victimes et leurs proches. Le trafic ferroviaire entre Madrid, Ciudad Real et l'Andalousie a été suspendu, perturbant les déplacements sur l'un des principaux corridors ferroviaires du pays.

La cause exacte de l'accident n'est pas encore officiellement établie. Les enquêteurs examinent notamment l'hypothèse d'une erreur de gestion du trafic après un dysfonctionnement du système automatique de signalisation. Cette piste reste à confirmer par les investigations techniques et judiciaires.

LIRE LA SUITE

By Lodj

Numéro
145

GOOD NEWS

PLF 2027: LES AIDES SOCIO-ÉCONOMIQUES À 62 MILLIARDS DE DH, SELON LEKJAA



Le ministre des Finances Fouzi Lekjaa a estimé que la Loi de finances 2027 traduit les engagements de la majorité en matière de politique sociale, à travers une enveloppe budgétaire globale totalisant 62 milliards de dirhams.



RAS TANURA SOUS LA MENACE DES MISSILES : LE PÉTROLE MONDIAL DANS LA LIGNE DE MIRE

Pourquoi une attaque contre la plus grande raffinerie saoudienne pourrait-elle provoquer une nouvelle onde de choc énergétique internationale ?

Les rebelles houthis du Yémen ont revendiqué, mardi 27 octobre 2026, une attaque au missile balistique contre la raffinerie saoudienne de Ras Tanura. Un incendie a été signalé à proximité du complexe pétrolier, sans confirmation officielle des dégâts. Cette nouvelle escalade rappelle la vulnérabilité des infrastructures énergétiques du Golfe, dont dépend une partie essentielle de l'approvisionnement mondial.

Les Houthis revendiquent une frappe contre un complexe de 550 000 barils par jour

Le conflit au Yémen vient de franchir une nouvelle étape dans sa dimension énergétique. Mardi 27 octobre, le mouvement houthi, soutenu par l'Iran, a affirmé avoir visé la raffinerie de Ras Tanura, l'une des installations pétrolières les plus stratégiques d'Arabie saoudite.

Son porte-parole militaire, Yahya Saree, a revendiqué une opération menée à l'aide d'un missile balistique, affirmant qu'elle avait provoqué d'importants incendies.

Mais entre la revendication militaire et les faits matériellement établis, une distinction s'impose.

Selon des informations rapportées notamment par Reuters et Bloomberg, un incendie s'est effectivement déclaré près des installations pétrolières de Ras Tanura avant d'être maîtrisé. Son origine précise, l'étendue des dommages et les conséquences éventuelles sur la production ou les exportations demeurent incertaines.

De leur côté, les autorités militaires saoudiennes ont annoncé l'interception de trois missiles balistiques dirigés vers l'est du royaume, ainsi que de plusieurs drones visant le sud du pays.

Le site visé mérite une attention particulière.

Exploité par Saudi Aramco, Ras Tanura abrite une raffinerie capable de traiter environ 550 000 barils de pétrole par jour. Mais son importance ne se limite pas au raffinage : le complexe comprend également des installations de stockage et un terminal majeur d'exportation de brut.

LIRE LA SUITE



DÉFENSE : L'EUROPE CHERCHE À RENFORCER SON POIDS AU SEIN DE L'OTAN

La France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et le Royaume-Uni veulent renforcer la place de l'Europe dans la défense collective. Réunis à Paris le 26 octobre 2026, les cinq pays ont annoncé leur intention d'assumer davantage de responsabilités politiques et militaires au sein de l'OTAN, tout en maintenant leur coopération avec les États-Unis.

Une ambition commune pour la sécurité européenne

L'Europe veut peser davantage sur les questions de défense sans remettre en cause son alliance avec Washington. Réunis le 26 octobre 2026 à Paris, les représentants de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne et du Royaume-Uni ont affirmé leur volonté d'assumer une responsabilité accrue dans la sécurité du continent.

Ces cinq pays, réunis au sein du groupe E5, ont publié une déclaration commune appelant à renforcer le leadership politique et militaire européen dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Le document, diffusé notamment par le ministère britannique de la Défense, souligne la nécessité de moderniser les capacités militaires, d'améliorer la préparation opérationnelle des forces et d'approfondir la coopération industrielle.

Cette démarche intervient dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, les tensions persistantes avec la Russie et les discussions sur la répartition des responsabilités entre Européens et Américains. Les cinq gouvernements considèrent la Russie comme la menace la plus aiguë et durable pour la stabilité euro-atlantique.

Ils affirment néanmoins que le renforcement de la défense européenne doit s'effectuer en coordination avec les États-Unis.

Le message est donc double. D'un côté, l'Europe souhaite renforcer ses propres moyens de protection et réduire certaines dépendances stratégiques. De l'autre, elle continue de considérer l'engagement américain comme essentiel au fonctionnement de l'OTAN. Cette orientation pourrait accélérer la coopération entre industries de défense européennes, notamment dans les équipements, les systèmes militaires et les capacités de production.

e groupe E5 insiste également sur l'importance de mieux coordonner les investissements afin de répondre aux objectifs capacitaires fixés collectivement par les alliés.

LIRE LA SUITE

TÉLÉGRAMME

By Lady

Diphtérie au Maroc : 30 cas confirmés et trois décès recensés



Le Maroc a enregistré 30 cas confirmés de diphtérie et trois décès, notamment dans les régions de Casablanca-Settat et de Rabat-Salé-Kénitra. Le ministère de la Santé assure que la situation est sous contrôle et qu'aucun foyer de contamination n'a été détecté à ce stade.

Jaouad Hammou, chef de la division des maladies transmissibles, précise que les cas sont dispersés. Il rappelle également que les cas suspects ne sont comptabilisés comme confirmés qu'après une analyse biologique. Leur nombre est plus élevé en raison du protocole de surveillance, conçu pour détecter rapidement toute infection potentielle.



Agadir : trois individus interpellés après avoir percuté un policier

Trois personnes, dont le conducteur d'une voiture, ont été interpellées jeudi 29 octobre à Agadir après un refus d'obtempérer qui a blessé un policier. L'agent a été percuté à deux reprises par le véhicule lors de l'intervention et transporté au CHU pour recevoir les soins nécessaires.

Les faits ont débuté à un barrage de contrôle à l'entrée nord de la ville, où le conducteur a refusé de s'arrêter. Une patrouille mobile a finalement intercepté le véhicule avenue Mohammed V. Au moment de l'interpellation, le chauffeur aurait volontairement heurté le policier avant de tenter de prendre la fuite.

Cancer de la prostate : un nouveau traitement prolonge la vie des patients de deux ans

Une équipe de chercheurs du Centre Oscar Lambret, à Lille, a présenté une avancée dans le traitement du cancer de la prostate métastatique. L'ajout d'une hormonothérapie de seconde génération aux traitements habituels permettrait de prolonger la survie des patients de deux ans en moyenne, selon une étude présentée au congrès européen d'oncologie médicale (ESMO).



ÉVÉNEMENT DE LA SEMAINE

RABAT : L'ART FLORAL JAPONAIS À L'HONNEUR POUR CÉLÉBRER 70 ANS DE RELATIONS ENTRE LE MAROC ET LE JAPON



La Villa des Arts de Rabat a accueilli**, mardi 27 octobre 2026,** un atelier d'initiation à l'ikebana, l'art traditionnel japonais de l'arrangement floral. Organisée par l'Ambassade du Japon au Maroc, en collaboration avec la Fondation Al Mada,

PERISCOPE MAROC

By Lod

Services publics : la santé et les taxis concentrent l'insatisfaction des Marocains



Une enquête du Centre marocain de la citoyenneté pointe des difficultés liées à l'accueil, aux délais d'attente et aux pratiques professionnelles.
La santé publique arrive en dernière position des dix services publics évalués par une enquête menée auprès de 650 personnes. Selon cette étude, réalisée entre novembre 2025 et mars 2026, 87,3 % des répondants se déclarent insatisfaits des prestations hospitalières publiques. Dans le secteur privé, les petits taxis recueillent également un niveau élevé de mécontentement, avec 76,2 % d'avis défavorables.

LIRE LA SUITE



OCP : batteries, solaire et dessalement au cœur d'une transformation à financer

Le groupe OCP poursuit la transformation environnementale de ses activités, avec des investissements qui associent énergie solaire, stockage électrique, dessalement et projets liés à l'hydrogène.Il y a lieu de rappeller que le groupe marocain a lancé en 2022 un vaste plan d'investissements verts, dont les avancées sont désormais visibles mais dont le financement reste un enjeu majeur.

LIRE LA SUITE

Le nouveau Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies dans les provinces du Sud du Royaume a été reçu par l'Inspecteur Général des Forces Armées Royales.



Le Général de Division Jawwad Ahmed, qui vient de prendre ses fonctions en tant que Commandant de la Force de la Mission des Nations Unies dans les provinces du Sud du Royaume, a été accueilli ce jeudi au quartier général de la Zone Sud à Agadir par le Général de Corps d'Armée Mohammed Berrid, Inspecteur Général des FAR et Commandant de la Zone Sud.

LIRE LA SUITE

Numéro 145

BUZZ DE LA SEMAINE





AGADIR : UN CONDUCTEUR IVRE ARRÊTÉ APRÈS AVOIR PERCUTÉ UN POLICIER

Jeudi matin à Agadir, la police a interpellé un conducteur et ses deux passagers après qu'un véhicule a renversé un policier à moto avant de prendre la fuite en roulant en marche arrière. La scène a été largement diffusée sur les réseaux sociaux.

PERISCOPE MONDE

By Lody

Voyage vers les États-Unis : une attestation sanitaire exigée dès le 3 novembre



Les voyageurs à destination des États-Unis devront présenter, à partir du 3 novembre, une nouvelle attestation sanitaire avant l'embarquement, y compris lorsqu'ils ne font qu'une correspondance sur le territoire américain. La mesure concerne toutes les nationalités et tous les pays de départ. Elle vise à limiter le risque d'introduction du virus Ebola.

Le document demandé est une déclaration sur l'honneur indiquant que le passager n'a pas séjourné en République démocratique du Congo pendant les 21 jours précédant son vol vers les États-Unis, transit aérien compris.

LIRE LA SUITE



Gaz européen à 100 euros : un signal de vigilance pour les coûts énergétiques

Le prix de référence du gaz naturel en Europe a atteint 100 euros le mégawattheure le 29 octobre, un niveau que le marché n'avait plus connu depuis 2022. La hausse est associée aux tensions au Moyen-Orient, aux difficultés de circulation dans le détroit d'Ormuz et aux craintes d'une aggravation du conflit.

Le mouvement ne concerne pas seulement le gaz. Le baril de pétrole est monté jusqu'à 117 dollars, tandis que le tarif de gros européen du gaz a été multiplié par trois depuis février, selon l'article.

LIRE LA SUITE

Ryanair : le dépôt des bagages en soute fermera 60 minutes avant le départ



Dès le 10 novembre 2026, les passagers concernés disposeront de 20 minutes de moins pour enregistrer leurs valises.

Ryanair modifiera ses délais d'enregistrement des bagages en soute à compter du 10 novembre 2026. Dans tous les aéroports desservis par la compagnie, les comptoirs de dépôt fermeront désormais une heure avant le départ prévu, contre 40 minutes auparavant. Cette mesure concerne environ 20 % des passagers de la compagnie, selon les chiffres communiqués.

LIRE LA SUITE

IMAGE DE LA SEMAINE



Rabat : l'art floral japonais à l'honneur pour célébrer 70 ans de relations entre le Maroc et le Japon



La Villa des Arts de Rabat a accueilli, le 27 octobre 2026, un atelier d'initiation à l'ikebana, l'art traditionnel japonais de l'arrangement floral.
Organisée par l'Ambassade du Japon au Maroc, en collaboration avec la Fondation Al Mada, cette rencontre culturelle s'inscrit dans les célébrations du 70e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. La culture japonaise s'est invitée au cœur de la capitale marocaine à travers une discipline artistique où chaque fleur, chaque branche et chaque espace participent à la création d'un équilibre visuel.

Organisé le mardi 27 octobre par l'Ambassade du Japon, en partenariat avec la Fondation Al Mada, l'événement s'est déroulé en deux sessions successives, en présence de l'ambassadeur du Japon au Maroc, Nakata Masahiro, et de représentants de la fondation.
Cette initiative visait à faire découvrir au public marocain une expression emblématique de la culture nippone, tout en renforçant les échanges artistiques et culturels entre les deux pays.

L'ikebana, quand les fleurs deviennent un art
Contrairement aux arrangements floraux classiques, qui privilégient souvent l'abondance des fleurs et des couleurs, l'ikebana repose sur une approche plus épurée. L'art consiste à créer des compositions harmonieuses à partir de fleurs, de branches et de feuillages, en accordant une attention particulière aux lignes, aux proportions et aux espaces vides.
Pour initier les participants à cette pratique, l'atelier a été animé par Tatjana R. Felberg, maîtresse d'ikebana appartenant à l'école japonaise Sogetsu.
Au fil des séances, les participants ont découvert les principes fondamentaux de cette discipline, ainsi que les techniques permettant d'associer les éléments végétaux dans une composition équilibrée.
L'objectif ne se limitait pas à apprendre à disposer des fleurs dans un vase. Il s'agissait également de comprendre la dimension esthétique et philosophique de cet art, profondément lié à la nature et à la sensibilité japonaise.
Dans l'ikebana, la simplicité occupe une place essentielle. Chaque élément possède un rôle précis, tandis que l'espace laissé libre contribue lui aussi à l'harmonie de l'ensemble.
Cette manière de concevoir la création florale invite à porter un regard différent sur les végétaux, leurs formes et leur beauté naturelle.

La culture au service du rapprochement maroco-japonais
Au-delà de la découverte artistique, cette rencontre s'inscrit dans une programmation culturelle destinée à célébrer sept décennies de relations diplomatiques entre le Maroc et le Japon.
À travers cet atelier, l'Ambassade du Japon entend promouvoir les traditions et les savoir-faire de son pays auprès du public marocain, tout en encourageant le dialogue interculturel.
La collaboration avec la Fondation Al Mada a permis d'inscrire cette initiative dans un cadre artistique, celui de la Villa des Arts de Rabat, un espace consacré à la diffusion et à la valorisation de la création culturelle.
L'événement illustre ainsi la place que peuvent occuper les arts traditionnels dans les relations entre les nations.
En proposant une expérience participative autour de l'ikebana, les organisateurs ont privilégié une découverte concrète de la culture japonaise.
Cette démarche contribue à enrichir les échanges entre les publics des deux pays, au-delà des seuls cadres institutionnels et diplomatiques. À travers la délicatesse des compositions florales et la philosophie qui les accompagne, cette rencontre a offert aux participants une immersion dans une tradition artistique japonaise, tout en rappelant l'importance des échanges culturels dans le rapprochement entre le Maroc et le Japon.

Numéro
145

CAPSULE IA

Cancer : une IA analyse le visage pour estimer le risque de décès



@lodjmaroc

By Lodj

Actualités culturelles



Moussem de Tan-Tan 2026 : cinq jours de musique et de traditions sahariennes

Organisé par la Fondation Almouggar sous le Haut Patronage du Roi Mohammed VI, le Moussem de Tan-Tan revient autour du thème « Le Moussem de Tan-Tan : un patrimoine humain et pont d'échange culturel ». Cette édition s'inscrit dans les célébrations de la Fête de l'Unité et mettra en valeur les traditions du Sahara marocain.
Les scènes de Tan-Tan et d'El Ouatia accueilleront notamment Hatim Ammor, Hatim Idar, Karima Ghait, Lazaro, Moughit et l'artiste émirati Fadel Mazroui. Des troupes locales et des DJ compléteront les soirées. Les 1er et 2 novembre, la grande tente de la place de la Paix et de la Tolérance accueillera également des soirées consacrées aux chants spirituels et au madih, avec Marouane Haji, Yassine Lachhab, Ali Madidi et Mohamed Baaia.

CasaMémoire ouvre les candidatures pour les Journées du Patrimoine 2027

L'association CasaMémoire prépare la 16e édition des Journées du Patrimoine de Casablanca, prévue en avril 2027. Placée sous le thème « Casablanca, d'ici et d'ailleurs », cette édition entend explorer les migrations, les rencontres et les influences qui ont façonné l'identité culturelle de la métropole.
L'appel à projets s'adresse aux artistes, chercheurs, créateurs, collectifs, associations et autres acteurs culturels. Les propositions peuvent prendre la forme d'expositions, de conférences, de projections, de performances ou d'installations artistiques.
Les projets seront évalués selon leur cohérence avec le thème, leur pertinence, leur originalité et leur faisabilité. Les initiatives retenues pourront intégrer la programmation officielle de l'événement.





Ouarzazate : le festival d'Ahwach mise sur l'ouverture internationale

Le Festival national des arts d'Ahwach s'est achevé samedi 24 octobre à Ouarzazate, après trois jours de spectacles et d'activités culturelles. Organisée du 22 au 24 octobre sous le thème « Les arts d'Ahwach et les rythmes du monde », cette édition a misé sur les rencontres musicales tout en valorisant les traditions amazighes. La programmation a réuni des troupes traditionnelles et des artistes contemporains, parmi lesquels Nouamane Lahlou, Walid Rahmani et Statia. Des ateliers d'apprentissage, des master class et des rencontres scientifiques ont également été organisés pour favoriser la transmission de cet art aux nouvelles générations. Quatre artistes, issus de différentes générations, ont été honorés.

CHIFFRE DE LA SEMAINE

PLF 2027 : 9,21 MMDH POUR EXPLORER DE NOUVEAUX GISEMENTS DE PÉTROLE ET DE GAZ



Le Maroc prévoit de mobiliser 9,21 milliards de dirhams (MMDH) entre 2026 et 2031 pour intensifier l'exploration des hydrocarbures. Selon le rapport sur les établissements et entreprises publics accompagnant le projet de loi de finances (PLF) 2027, ce programme reposera principalement sur les financements des partenaires, tandis que l'épuisement progressif des réserves gazières du bassin du Gharb renforce la nécessité de découvrir de nouveaux gisements.

Actualités culturelles



Tanger accueille la 15e édition de son festival du film en novembre

La Fondation Cinemana organise la 15e édition du Festival de Tanger du film, du 11 au 14 novembre 2026, en partenariat avec le Centre cinématographique marocain (CCM), la wilaya de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et l'Université Abdelmalek Essaâdi.
L'événement entend mettre en valeur la diversité des œuvres et des cultures cinématographiques.
Cette édition s'articulera autour de trois compétitions : les longs métrages de fiction, les courts métrages de fiction et d'animation, ainsi que les longs métrages documentaires.

Au total, plus de 50 films représentant plus de 35 pays seront proposés au public, avec une sélection tournée vers différentes expériences et tendances du cinéma international.

WeCasablanca Festival : trois soirées gratuites à la Place Rachidi

Le WeCasablanca Festival revient pour trois soirées de concerts gratuits à la Place Rachidi.
Le jeudi 29 octobre, Ribab Fusion ouvrira le festival avec ses sonorités amazighes, avant le concert de Fehd Benchemsi & The Lalla, porté par les rythmes gnaouis.

Le vendredi 30 octobre, Hamza Senhaji et Statia se succéderont sur scène pour une soirée consacrée à la musique populaire marocaine.
Le programme se poursuivra le samedi 31 octobre avec Salim Cravata, puis Rym Fikri, autour de sonorités pop
et urbaines.





Tétouan : Marcel Khalife à l'ouverture du Festival international de luth

Tétouan accueillera la 27e édition du Festival international de luth sous le thème « La Méditerranée, bassin des trois cultures ». Organisé sous le Haut Patronage du Roi Mohammed VI, l'événement s'inscrit dans la programmation de la ville, désignée capitale méditerranéenne de la culture et du dialogue en 2026.
Le chanteur, compositeur et oudiste libanais Marcel Khalife donnera le concert d'ouverture le 29 octobre au Théâtre Español, aux côtés de la luthiste italienne Aurora Manfredi.
Le lendemain, Tariq Banzi se produira avec le pianiste espagnol Jesús Pardo et le multi-instrumentiste marocain Boujemaa Razgui. L'Ensemble Suhail fera également dialoguer musique arabo-andalouse
et flamenco.

FAKE NEWS

FAKE DE LA SEMAINE

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS : DÉMENTI FORMEL SUR L'INTÉGRATION D'ANCIENS DÉPUTÉS DANS SON ADMINISTRATION



Dans un communiqué publié ce jeudi 29 octobre, l'administration de la Chambre des représentants rejette les informations d'un quotidien selon lesquelles d'anciens parlementaires auraient été rattachés à ses services en raison de leur appartenance politique, et reproche au titre un manque de vérification.

Comediablanca fait le plein à Taghazout Bay avec plus de 1.800 festivaliers pour sa première édition à la plage



CULTURE

Le festival Comediablanca a réuni plus de 1.800 spectateurs les 23 et 24 octobre 2026 au Taghazout Bay Marriott Resort, à l'occasion de sa première édition en bord de mer. Deux galas, 14 artistes et une programmation mêlant humour, musique et animations ont rythmé ce rendez-vous organisé à guichets fermés.

Après cette escale dans la région d'Agadir, le festival prépare désormais son retour à l'Olympia de Paris en janvier 2027.

Le rire a pris ses quartiers au bord de l'Atlantique. Pour sa première édition à la plage, Comediablanca a investi Taghazout Bay les vendredi 23 et samedi 24 octobre, réunissant plus de 1.800 festivaliers autour de deux soirées consacrées à l'humour francophone et marocain.
Organisé au Taghazout Bay Marriott Resort, l'événement a affiché complet pour ses deux galas. Produit par Tendansia, société spécialisée dans la production et le développement de spectacles, le festival a proposé une formule associant performances humoristiques, musique, danse et animations dans un cadre balnéaire.
Avec cette nouvelle déclinaison, Comediablanca poursuit sa volonté de développer des rendez-vous culturels au-delà de Casablanca, ville où le festival a vu le jour en 2024.

Deux galas entre humour francophone et talents marocains
Sous la direction artistique d'Amir Rouani, les deux soirées ont proposé des programmations distinctes, accompagnées d'une scénographie immersive et de performances musicales.
Le vendredi 23 octobre, le gala francophone, présenté par Mimo Lazrak, a réuni plusieurs figures de la scène humoristique, notamment Inès Reg, Jalil Tijani, Redouane Harjane, Coco Makmak et Karim Duval.

Le lendemain, place à l'humour marocain avec un second gala animé par Hamaka. Le public a retrouvé Oussama Ramzi, le duo Saïd & Wadie, Driss & Mehdi, Rachid Rafik et Karima Gouit.
Les deux soirées ont également été ouvertes par des performances de danse de la troupe Temps'Danse, apportant une dimension chorégraphique à la programmation.
Entre stand-up, humour marocain et mises en scène musicales, cette première édition a misé sur la diversité des styles pour réunir différents publics autour du spectacle vivant.

Un village festif face à l'océan
Au-delà des représentations, les organisateurs ont souhaité proposer une expérience dépassant le cadre traditionnel des galas d'humour.
Un village festival installé au cœur du resort a accueilli les visiteurs autour d'un espace de restauration, d'un marché de créateurs et de plusieurs animations proposées par les partenaires de l'événement.
Les festivités se sont poursuivies après les spectacles avec des soirées musicales animées par Omary et D33psoul.
Cette formule a permis d'associer les performances artistiques à la découverte de Taghazout Bay, destination touristique située aux portes d'Agadir.
Pour Tendansia, l'objectif est également de développer des événements capables de créer des rencontres entre artistes, publics et territoires, tout en diversifiant les formats proposés aux festivaliers.

Plus de 30.000 spectateurs depuis le lancement du festival
Créé à Casablanca en 2024, Comediablanca a progressivement développé son activité au Maroc et à l'international.
Selon les chiffres communiqués par les organisateurs, le festival totalise désormais plus de 30.000 spectateurs à travers six productions, avec la participation de plus de 40 artistes, dont 22 talents internationaux et 18 artistes marocains.
Le projet s'appuie également sur une dimension consacrée à la formation et à la transmission. Quatre masterclasses ont notamment été organisées afin de favoriser les échanges entre humoristes confirmés, professionnels du spectacle et jeunes talents.
À travers ces initiatives, Comediablanca entend contribuer au développement de la scène humoristique et accompagner l'émergence de nouveaux artistes.
Après Taghazout Bay, Comediablanca prépare déjà son prochain rendez-vous international.

Le festival retrouvera le public parisien le 22 janvier 2027 sur la scène de l'Olympia, pour une deuxième représentation dans cette salle emblématique de la capitale française.

Numéro
145

HIT
DE LA SEMAINE

Stromae “SANS TOI” Official Video clips



@lodjmaroc

By Lodj

Solidarité : Mövenpick mobilise six hôtels au Maroc et en Tunisie pour collecter des dons



Du26octobre au 27 novembre2026, Mövenpick Hotels & Resorts organise la 11e édition de son initiative solidaire « Kilo of Kindness ».
Au Maroc et en Tunisie, six établissements hôteliers participeront à une collecte de denrées alimentaires, de vêtements, de jouets et de produits de première nécessité, en partenariat avec des associations locales.
Une mobilisation ouverte aux clients, aux collaborateurs et aux habitants.

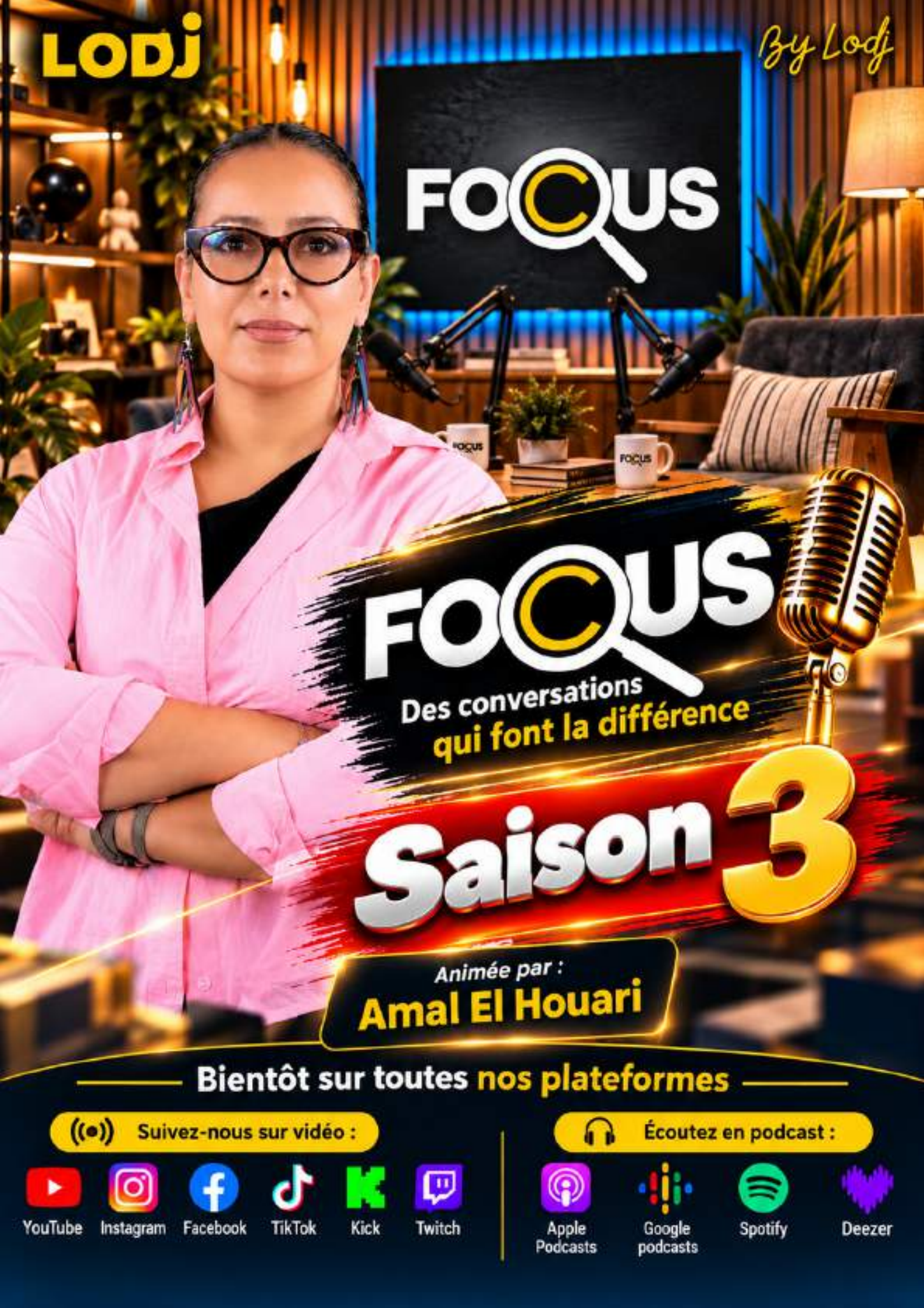
Un kilo de denrées alimentaires, quelques vêtements propres ou des jouets peuvent contribuer à répondre aux besoins de familles vulnérables. C'est autour de cette idée que Mövenpick Hotels & Resorts relance son opération solidaire « Kilo of Kindness », dont la 11e édition se déroule du 26 octobre au 27 novembre 2026.
Au Maroc et en Tunisie, six hôtels participent à cette campagne, dont trois établissements situés à Casablanca, Marrakech et Tanger. L'objectif est de collecter des produits essentiels destinés à des associations qui accompagnent quotidiennement des personnes en situation de précarité.
À l'échelle internationale, plus de 90 hôtels Mövenpick prennent part à cette nouvelle édition.
Chaque établissement travaille avec une structure associative locale afin d'identifier les besoins prioritaires des bénéficiaires.

Trois hôtels marocains engagés auprès d'associations locales
Au Maroc, le Mövenpick Hotel Casablanca s'associe à l'association Al Ihssane, engagée dans des actions favorisant le lien social et le bien-être. Les dons attendus comprennent notamment des denrées alimentaires non périssables, des vêtements propres, des jouets et des produits de première nécessité.
À Marrakech, le Mövenpick Hotel Mansour Eddahbi apporte son soutien à l'association Enfance Espoir Maroc.
Cette dernière accompagne des nouveau-nés abandonnés, des enfants en situation de handicap et des enfants vulnérables, notamment à travers une aide matérielle et un accompagnement éducatif.
L'association développe également des structures d'accueil et de prise en charge destinées aux mères, aux enfants et aux jeunes filles en milieu rural.

À Tanger, le Mövenpick Hotel & Casino Malabata se mobilise aux côtés de l'Association Aide et Secours, également connue sous le nom d'Aoun wa Ighata. Cette organisation soutient les orphelins, les veuves et leurs familles à travers des aides financières, des programmes éducatifs et sanitaires, ainsi que des formations professionnelles et des activités génératrices de revenus.
Dans ces trois établissements, les clients, les collaborateurs et les habitants sont invités à déposer des produits utiles aux associations partenaires.

Une mobilisation qui s'étend également à la Tunisie
De l'autre côté de la frontière, trois établissements tunisiens participent à cette campagne de solidarité.
À Sousse, le Mövenpick Resort & Marine Spa collaborera avec l'association Arim pour soutenir les personnes à mobilité réduite.
À Gammarth, le Mövenpick Hotel Gammarth Tunis organisera une collecte en partenariat avec le Lions Club, tandis que le Mövenpick Hotel Du Lac Tunis accompagnera l'association Diar Essabil.
Pour ce dernier établissement, les besoins recensés concernent notamment le lait en poudre, les biberons, les couches et les médicaments. Les personnes intéressées sont invitées à consulter directement l'hôtel pour connaître les produits recherchés et les modalités de contribution.

Plus de 130 tonnes de produits collectées depuis 2015
Lancée en 2015, l'initiative « Kilo of Kindness » a progressivement pris une dimension internationale.
Selon les chiffres communiqués par Mövenpick, plus de 130.000 kilogrammes de produits essentiels ont été collectés à travers le monde depuis sa création, grâce à la participation des établissements, de leurs clients, de leurs collaborateurs et des associations partenaires.
L'édition 2026 marque également une évolution du programme. Au-delà de la collecte annuelle, certains hôtels poursuivront leurs actions solidaires tout au long de l'année à travers le bénévolat, les collectes de fonds et d'autres formes de soutien aux communautés locales.


LODJ
By Lodj
FOCUS
FOCUS
Des conversations
qui font la différence
Saison 3
Animée par :
Amal El Houari
Bientôt sur toutes nos plateformes
Suivez-nous sur vidéo :
YouTube
Instagram
Facebook
TikTok
Kick
Twitch
Écoutez en podcast :
Apple Podcasts
Google podcasts
Spotify
Deezer

Brèves Lifestyle



Le « hurkle-durkling », l'art de rester au lit sans culpabiliser

Connu sous le nom de hurkle-durkling, ce terme écossais ancien décrit le fait de rester confortablement allongé sous les couvertures alors que l'on est déjà réveillé. À contre-courant des routines matinales ultra-productives, cette habitude remet à l'honneur un plaisir simple : prendre son temps avant d'affronter la journée. Pas besoin de transformer chaque matin en séance de méditation ou en programme de développement personnel.
Lire quelques pages, écouter de la musique ou simplement profiter du calme peut devenir un petit rituel agréable.

L'idée n'est pas de repousser systématiquement ses obligations, mais de s'accorder une transition plus douce entre le sommeil et l'activité.



Le téléphone dans une chaussette pour mieux dormir ?

Leréflexe devérifier une dernière fois ses messages avant de dormir peut facilement se transformer en une demi-heure passée à faire défiler les réseaux sociaux. Pour éviter ce piège, une méthode consiste à ranger son téléphone dans une pochette ou une chaussette propre, puis à le poser à distance du lit. L'objectif n'est pas de protéger l'appareil, mais de rendre son accès moins automatique.

En éloignant le téléphone et en le plaçant hors de portée immédiate, on réduit la facilité avec laquelle on peut le saisir par réflexe.

Cette habitude peut aider à instaurer une routine plus calme avant le coucher, surtout lorsqu'elle s'accompagne de la désactivation des notifications.



Une feuille de papier journal pour faire mûrir un avocat plus vite

Couper un avocat trop tôt peut transformer la préparation d'un repas en véritable déception. Pour accélérer sa maturation, il existe une astuce peu connue : envelopper le fruit dans du papier journal et le conserver à température ambiante. L'éthylène déclenche plusieurs transformations dans l'avocat, notamment le ramollissement progressif de sa chair. En enveloppant le fruit dans du papier, on peut favoriser l'accumulation de ce gaz autour de lui, même si le résultat dépend de son degré de maturité initial. Pour accélérer davantage le processus, il est possible de placer l'avocat dans un sac en papier avec une banane mûre, qui produit également de l'éthylène.

INSOLITE DE LA SEMAINE

IL NE FAISAIT QUE REGARDER CHAQUE JOUR... JUSQU'AU JOUR OÙ IL S'EST MIS À TRAVAILLER TOUT SEUL !



Brèves Lifestyle



Le papiercuisson pour nettoyer un fer à repasser ?

Des traces brunes apparaissent parfois sous un fer à repasser après plusieurs utilisations.
Elles peuvent provenir de résidus de tissu ou de produits textiles accumulés sur sa semelle.
Avant de risquer de tacher un vêtement, mieux vaut nettoyer l'appareil avec une méthode adaptée à son revêtement. Lorsque le fabricant l'autorise, un chiffon doux légèrement humide, utilisé sur un fer débranché et complètement refroidi, constitue un premier réflexe simple. Pour les résidus tenaces, il est préférable de consulter les recommandations du fabricant plutôt que de frotter la semelle avec un matériau abrasif.
La semelle d'un fer peut être endommagée par les éponges métalliques, les produits abrasifs ou certains nettoyants non adaptés. Il faut également éviter de manipuler l'appareil lorsqu'il est chaud ou branché.

Pourquoi les jeans ont-ils une petite poche en plus ?

Trop étroite pour accueillir un téléphone et peu pratique pour les pièces de monnaie, elle semble aujourd'hui n'être qu'un détail décoratif. Pourtant, sa présence remonte aux premiers modèles conçus pour les travailleurs au XIXe siècle.
À l'origine, cette petite poche servait à ranger une montre à gousset, un accessoire courant à une époque où les montres-bracelets n'étaient pas encore répandues. Elle permettait de protéger l'objet des chocs et de limiter les risques de casse pendant le travail.
Le fabricant Levi Strauss l'a notamment popularisée sur ses pantalons en denim, contribuant à en faire un élément emblématique du jean traditionnel.





Une noix contre les rayures : l'astuce étonnante pour raviver un meuble en bois

Une simple noix pourrait-elle donner une seconde vie à une table marquée par le temps ?
Cette astuce maison consiste à frotter délicatement un cerneau de noix sur une petite rayure afin de la rendre moins visible.
Les huiles naturellement présentes dans le fruit peuvent assombrir temporairement la marque, notamment sur certains bois foncés.
Pour essayer cette technique, il suffit de casser une noix, de retirer le cerneau et de le passer doucement sur la rayure, dans le sens du bois.
Un chiffon doux permet ensuite d'essuyer l'excédent d'huile et d'observer le résultat.

Numéro
145

RAPPORT DE LA SEMAINE

LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LA COMMUNICATION POLITIQUE: ENTRE OPPORTUNITÉS D'INFLUENCE ET RISQUES DE DÉSINFORMATION



Les réseaux sociaux et la communication politique: entre opportunités d'influence et risques de désinformation

À Genève, Sotheby's met aux enchères des montres qui racontent l'histoire de l'horlogerie



LIFESTYLE

À Genève, Sotheby's réunit des pièces horlogères rares qui témoignent de plusieurs décennies d'innovation et de savoir-faire.
Entre montres de collection, complications mécaniques et modèles devenus emblématiques, les ventes de novembre 2026 illustrent l'attrait persistant des collectionneurs pour les grandes signatures de l'horlogerie.

Des pièces rares signées par les grandes maisons
Les ventes horlogères genevoises de Sotheby's rassemblent des créations issues de maisons historiques telles que Patek Philippe, Rolex, Audemars Piguet et Vacheron Constantin, mais aussi de fabricants indépendants.
Ces pièces se distinguent par leur rareté, leur conception technique et leur place dans l'évolution de l'horlogerie.
La vente Important Watches, prévue les 8 et 9 novembre 2026, comprend notamment une montre de poche A. Lange & Söhne datant d'environ 1914.
Cette pièce en or rose associe plusieurs complications, dont un calendrier perpétuel, une répétition des quarts, une grande et une petite sonnerie ainsi que les phases de lune. Son estimation est comprise entre 500 000 et un million de francs suisses.

L'innovation mécanique au cœur des enchères
D'autres modèles témoignent de la diversité des approches horlogères. Une montre-bracelet Lange 1 en acier inoxydable, produite vers 1996, est estimée entre 150 000 et 300 000 francs suisses.
La pièce se distingue par une combinaison relativement rare de matériau, de design et de complications, dans une collection principalement associée à l'or.
La vente présente également une montre Millennium de George Daniels, réalisée en or jaune en 2001 et dotée d'un affichage de la date. Son estimation se situe entre 300 000 et 600 000 francs suisses.

L'horloger britannique est particulièrement reconnu pour son approche artisanale et ses contributions à la mécanique horlogère.
Ces pièces illustrent différentes périodes de création, depuis les mécanismes complexes du début du XXe siècle jusqu'aux montres contemporaines devenues recherchées par les collectionneurs.

Genève, place forte du marché des montres de collection
Genève conserve une place centrale dans le calendrier international des ventes horlogères. La présence de grandes maisons, de collectionneurs et de spécialistes contribue à faire de la ville un rendez-vous majeur pour les pièces rares.

Sotheby's y organise plusieurs ventes consacrées aux montres, dont une session Fine Watches programmée du 27 octobre au 10 novembre 2026 et une vente Important Watches en novembre.

Les pièces proposées couvrent différents styles et périodes, des montres classiques aux créations mécaniques plus complexes.

Au-delà des prix atteints, ces enchères témoignent de l'intérêt porté à l'histoire des manufactures, à l'authenticité des pièces et à la préservation d'un patrimoine technique et artistique.

Pour les collectionneurs, une montre ancienne ne se limite pas à un instrument de mesure du temps : elle peut aussi représenter un jalon dans l'évolution du design et de la mécanique.

CHRONIQUES AI VIDÉO

France : une République fragilisée face à la montée des fractures sociales



TikTok au Maroc : Une modération massive qui redéfinit les Règles du Jeu Numérique



Plus de 535.000 comptes marocains supprimés ou suspendus.
Ce chiffre, à lui seul, donne la mesure de l'ampleur de l'opération menée par TikTok au Maroc. Rarement une plateforme n'avait procédé à une purge aussi massive et aussi visible dans un seul pays. Derrière ce chiffre brut se cachent des milliers de trajectoires numériques brisées : des créateurs qui avaient bâti leur audience pendant des années, des entrepreneurs du contenu qui tiraient des revenus de leur présence en ligne, mais aussi de simples utilisateurs pris dans les filets d'une modération automatisée et implacable.

Un séisme silencieux sur la plateforme

Ce qui frappe d'emblée, c'est l'absence de hiérarchie dans les sanctions. TikTok n'a pas épargné les grands comptes. Un créateur fort de plusieurs centaines de milliers d'abonnés pouvait disparaître aussi facilement qu'un profil ayant à peine quelques dizaines de followers. Cette équité de traitement, si l'on peut l'appeler ainsi, envoie un signal fort : la notoriété ne constitue plus un bouclier. La visibilité ne garantit plus l'immunité.

Une architecture de contrôle à double détente

Pou r mener à bien cette opération d'une telle envergure, TikTok a mobilisé deux types de ressources complémentaires. D'un côté, des algorithmes de détection de plus en plus sophistiqués, capables d'analyser des millions de contenus en temps réel, de repérer des patterns suspects, des mots-clés problématiques, des comportements anormaux ou des schémas de monétisation frauduleux. De l'autre, une équipe de modération humaine renforcée, chargée de traiter les cas limites, ceux pour lesquels la machine seule ne suffit pas à trancher. Ce modèle hybride, déjà déployé par d'autres plateformes comme Meta ou YouTube, atteint ici une échelle inédite pour le marché marocain. La majorité des contenus retirés ont d'ailleurs été détectés automatiquement, avant même tout signalement de la part des utilisateurs. Cela signifie que TikTok n'attendait plus les plaintes pour agir. La plateforme est passée d'une posture réactive à une posture proactive, anticipant les infractions plutôt que d'y répondre après coup.
Cette évolution est fondamentale. Elle marque un tournant dans la philosophie même de la modération en ligne : le contenu n'est plus seulement évalué après publication et signalement, il est désormais scruté en continu, dans une surveillance quasi permanente de l'espace numérique.

Les infractions ciblées : un panorama des dérives du web marocain

Les motifs de suppression recensés dressent un portrait sombre de certaines pratiques qui s'étaient normalisées sur la plateforme. Trois grandes catégories ressortent :

1. La désinformation et les contenus diffamatoires

Des comptes diffusaient de fausses informations, relayaient des rumeurs non vérifiées, attaquaient des individus ou des institutions à travers des contenus insultants ou diffamatoires. Cette catégorie est sans doute la plus vaste et la plus difficile à appréhender, tant la frontière entre opinion, critique et diffamation peut être ténue. C'est ici que la modération humaine trouve toute sa pertinence, car l'algorithme seul peine à saisir les nuances culturelles, linguistiques et contextuelles propres au Maroc.

2. La fraude à l'audience et les dons illégaux

Certains profils avaient recours à des pratiques frauduleuses pour gonfler artificiellement leur nombre d'abonnés ou de vues, faussant ainsi les mécanismes de monétisation. Plus préoccupant encore, des streamers sollicitaient pendant leurs lives des dons en argent réel de la part de leurs spectateurs, en dehors de tout cadre légal. Cette pratique, devenue courante sur TikTok Live, constitue une forme de collecte de fonds non réglementée, parfois associée à des dynamiques de manipulation émotionnelle, notamment envers des publics jeunes ou vulnérables.

3. La protection des mineurs

Ce volet est peut-être le plus symboliquement fort de toute l'opération. TikTok a fermé des comptes gérés directement par des mineurs, en violation des conditions d'utilisation qui fixent l'âge minimum à 13 ans. Mais la plateforme est allée plus loin en supprimant les comptes qui exposaient des enfants à des fins commerciales, c'est-à-dire des parents ou tuteurs utilisant leurs enfants comme outils de monétisation, les mettant en scène dans des contenus destinés à générer des revenus publicitaires ou des dons.

By Lodj

Reel
DE LA SEMAINE



LODJ

🔴 COMING SOON - 7ème Sens 🔥 ÉTHIQUE ET MORALE EN POLITIQUE : LA FIN DE L'IMPUNITÉ ? ⚖️

Brèves digitales



Bluetooth : pourquoi le laisser activé dans laruepeut exposervotresmartphone

Pratique pour connecter des écouteurs ou une montre, le Bluetooth reste souvent activé en permanence sur les smartphones. Pourtant, des connexions mal sécurisées et des vulnérabilités logicielles peuvent exposer les appareils à des attaques, notamment dans les lieux publics fréquentés. Le risque dépend toutefois du modèle, de sa configuration et des mises à jour installées. Certaines techniques, comme le bluesnarfing, exploitent des failles pour tenter d'accéder à des données stockées sur un appareil. D'autres, à l'image du bluejacking, servent surtout à envoyer des messages non sollicités. Un téléphone qui se comporte de manière inhabituelle, des demandes d'appairage inconnues ou une activité inexpliquée doivent inciter à la vigilance.

Android 17 prépare une protection antivol pour empêcher ladéconnexiondessmartphones

Google renforce les protections antivol d'Android avec une nouvelle fonctionnalité repérée dans la version bêta QPR3 Beta 2 d'Android 17. Celle-ci empêche l'accès aux paramètres de connectivité depuis les réglages rapides lorsque l'appareil est verrouillé. L'objectif est de limiter les possibilités offertes aux voleurs pour rendre un smartphone plus difficile à localiser.

Avec cette option, il faudra saisir le code de déverrouillage ou utiliser une vérification biométrique pour modifier les réglages concernés. Un voleur ne pourra donc plus aussi facilement désactiver le Wi-Fi, les données mobiles ou le Bluetooth afin de compliquer le suivi de l'appareil.





Sony abandonne son dernier lecteur Blu-ray 4K au Japon

Sony a officialisé la fin des expéditions de son lecteur Blu-ray 4K Ultra HD UBP-X700/K au Japon. Désormais indisponible sur la boutique officielle de la marque, l'appareil ne dispose d'aucun successeur annoncé. Cette décision marque le retrait du constructeur japonais du marché des lecteurs 4K dédiés, après l'arrêt de la production de ses derniers enregistreurs Blu-ray. La PlayStation 5 standard et la version Pro équipée du lecteur optionnel restent les seules solutions de la marque pour lire des disques 4K Ultra HD. Elles présentent toutefois une limite pour les cinéphiles : contrairement au UBP-X700/K, la PS5 ne prend pas en charge le Dolby Vision.

PROCHAINEMENT ..



GOLF SCOLAIRE : LE MAROC DÉFEND SON TITRE MONDIAL À TAGHAZOUT FACE À 18 AUTRES NATIONS

Le Maroc s'apprête à accueillir une nouvelle compétition sportive internationale. Du 2 au 8 novembre 2026, le Golf de Tazegzout, à Taghazout, près d'Agadir, sera le théâtre de la deuxième édition du Championnat du monde de golf scolaire. Dix-neuf nations sont attendues pour cet événement qui réunira de jeunes talents autour du sport, de l'éducation et des échanges culturels.

Brèves digitales



YouTubeadoptera le codec AV2 en 2027 pouraméliorer la qualité vidéo

YouTube prépare une évolution importante de son système de diffusion vidéo. La plateforme de Google prévoit de commencer à utiliser le codec AV2 sur sa version web dès 2027. Développé par l'Alliance for Open Media, ce format ouvert et gratuit doit améliorer la qualité du streaming tout en réduisant les temps de chargement.
Par rapport à l'AV1, l'AV2 promet une efficacité de compression supérieure de 30 %. Les utilisateurs pourraient ainsi profiter d'une meilleure qualité d'image sans disposer d'une connexion plus rapide.
La technologie doit également permettre de nouvelles fonctionnalités, notamment la diffusion de plusieurs vidéos, ainsi que des améliorations pour les appels vidéo.

Apple lance un nouvel iPad mini avec écran OLED et puce A20 Pro

Apple a présenté son iPad mini 2026, équipé de la puce A20 Pro, également utilisée par l'iPhone 18 Pro. Gravée en 2 nm, elle promet un processeur 60 % plus rapide en multithread et des performances en intelligence artificielle multipliées par 4,5 par rapport à la génération précédente.
La tablette adopte un écran OLED de 8,5 pouces, avec une luminosité maximale annoncée de 1 200 nits. Ses bordures sont affinées et son épaisseur ramenée à 5,4 mm. Elle prend également en charge le Wi-Fi 7 et le Bluetooth 6.
La technologie Acoustic Display doit, quant à elle, améliorer le rendu sonore. La caméra frontale est orientée en mode paysage pour faciliter les appels vidéo.





OpenAI isole ses IA dans un Internet hors ligne pour limiter les risques

OpenAI a décidé de limiter fortement l'accès à Internet de ses modèles pendant leur entraînement
et la plupart de leurs évaluations.
Pour leur permettre de continuer à apprendre à naviguer sur le Web et à utiliser des applications, l'entreprise a créé un environnement hors ligne spécialement conçu pour la recherche.
Cet environnement repose sur un ensemble de pages Web indexées et de versions mises en cache. Les modèles peuvent ainsi rechercher des informations et s'exercer à différentes tâches sans interagir directement avec les systèmes en ligne.

GPT-6.1 Terra : OpenAI réduit les prix et accélère l'IA au travail



DIGITAL

OpenAI veut rendre l'intelligence artificielle plus utile dans les journées de travail.
L'entreprise lance GPT-6.1 Terra, un modèle conçu pour rédiger, comprendre des images et effectuer des opérations sur ordinateur.

Disponible dans ChatGPT Work, Codex et via son interface destinée aux développeurs, cette version promet davantage de rapidité et des coûts réduits.

Une IA qui passe du texte aux actions
Préparer une proposition commerciale, interpréter un dessin technique, remplir un formulaire ou intervenir dans un logiciel : Terra vise les tâches concrètes du quotidien professionnel.
L'objectif dépasse la simple réponse dans une fenêtre de discussion. Le modèle doit comprendre ce qui apparaît à l'écran et agir dans les applications.

Un exemple parlant : lire des factures, repérer les informations importantes, puis les saisir dans un logiciel comptable.

Pour une entreprise marocaine, ce type d'automatisation pourrait alléger certaines opérations administratives répétitives. Son intérêt dépendra toutefois des outils utilisés et de la qualité des résultats obtenus.

Des tarifs API divisés par deux
OpenAI annonce des prix standard inférieurs de 50 % à ceux de GPT-5.6 Terra et de GPT-6.1 Sol.
L'accès par API coûte un dollar par million de tokens d'entrée et cinq dollars par million de tokens de sortie.
Ces unités correspondent aux fragments de texte traités ou générés par le modèle.
Attention à la distinction : cette réduction concerne les tarifs de l'API. Elle ne signifie pas que le prix des abonnements ChatGPT baisse de moitié. Le modèle est accessible aux utilisateurs Plus, Pro, Enterprise et Edu dans ChatGPT Work et Codex.

Des performances annoncées, à mesurer selon les usages
Sur « Agents' Last Exam », une évaluation de tâches professionnelles sur ordinateur, OpenAI rapporte un gain de 15 points de pourcentage face à GPT-5.6 Terra, avec un effort de raisonnement moyen.
Le coût d'exécution serait environ trois fois inférieur.

L'entreprise affirme aussi que Terra termine les tâches évaluées plus de trois fois plus vite que GPT-6 Astra et GPT-6.1 Sol.
Ces comparaisons décrivent les conditions des tests présentés. Elles ne garantissent pas une accélération identique pour chaque utilisateur.

Moins d'erreurs, mais une vérification toujours nécessaire
La fiabilité progresse également, selon les évaluations internes d'OpenAI. Sur des questions difficiles susceptibles de provoquer des erreurs, le taux mesuré descend à 16,7 % avec un faible effort de raisonnement, contre 53,6 % auparavant.

Pour les professionnels, l'enjeu sera désormais très pratique : combien de temps économisé, pour quel coût et avec combien de corrections ? Au Maroc comme ailleurs, c'est dans les usages quotidiens que cette nouvelle génération devra convaincre.

Nouveauté de la semaine

NEW NEW NEW NEW NEW

DIGITAL

Cette IA peut retrouver votre adresse en regardant une photo de votre salon



Vous pensiez publier une photo déco, pas distribuer votre adresse. Avec Raven, la société américaine Graylark promet de rapprocher certains clichés d'intérieur de logements identifiables.
Le carrelage entre officiellement dans sa période balance.
Un canapé, une cuisine ouverte, un petit miroir : sur Instagram, c'est un dimanche tranquille.
Pour un logiciel d'analyse visuelle, cela peut devenir une collection d'indices.
Votre salon voulait simplement montrer son nouveau tapis. Le voilà potentiellement figurant dans une enquête.

Derrière cette perspective se trouve Graylark Technologies, l'entreprise qui développe Raven, une plateforme destinée principalement aux services de police et aux organisations d'enquête.
Sa spécialité : exploiter le contenu visible des images pour proposer des pistes de localisation, sans avoir nécessairement besoin de coordonnées GPS cachées dans le fichier.
L'outil pousse ainsi une idée familière dans une direction franchement moins confortable : les détails auxquels on ne prête aucune attention peuvent raconter beaucoup de choses. Même quand personne n'a pensé à photographier le panneau de la rue.

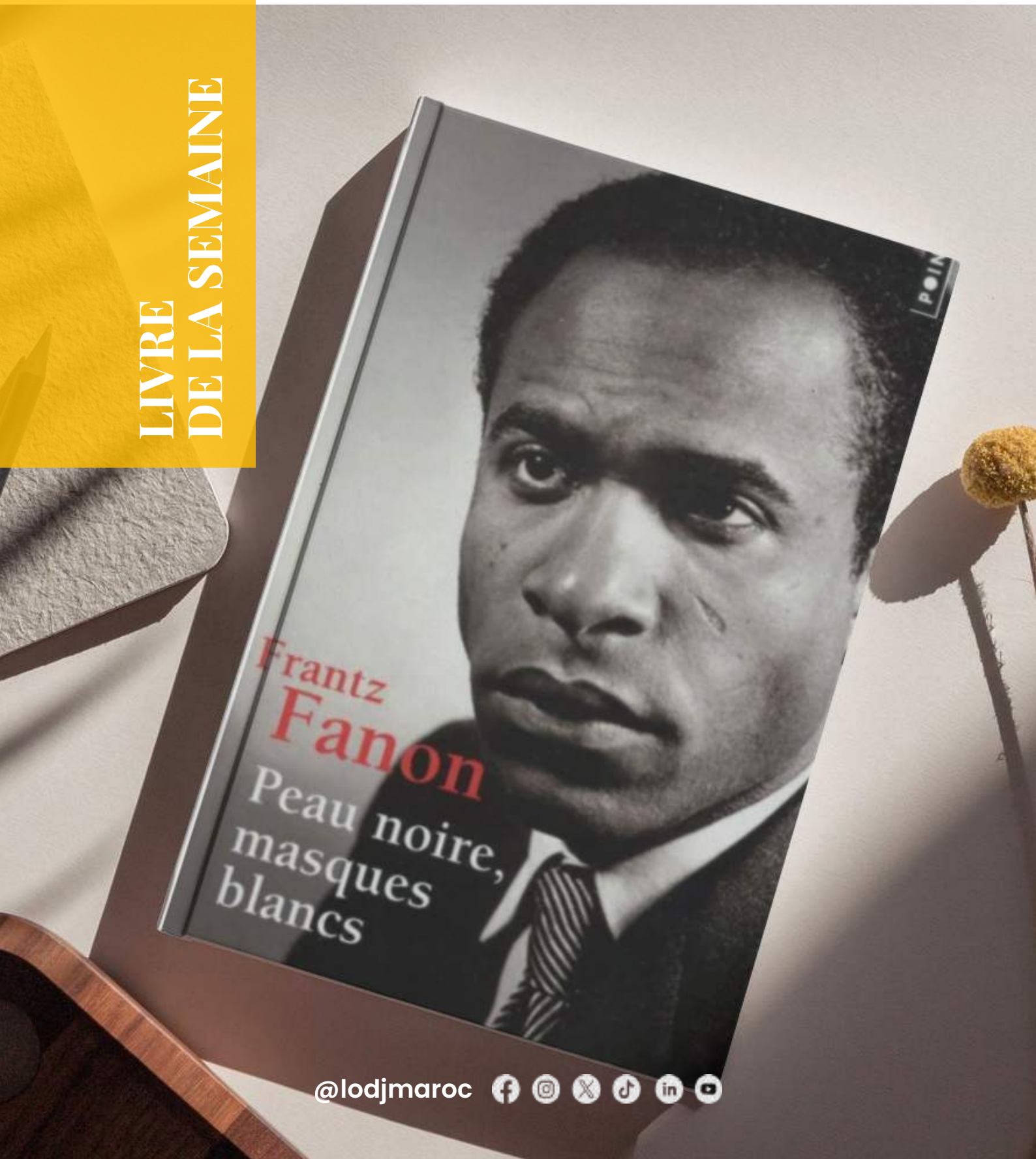
Comment une photo de pièce peut mener à un logement
Selon la présentation de Graylark, la fonction « Find Property », annoncée en bêta, compare des photos d'intérieur ou d'extérieur avec des images immobilières disponibles dans une ville prise en charge.
Agencement, finitions, équipements, mobilier : plusieurs éléments peuvent aider à faire ressortir des adresses candidates. La couverture varie selon les villes.
Imaginez une cuisine déjà photographiée pour une annonce immobilière. Une autre image du même espace pourrait présenter suffisamment de ressemblances pour orienter une recherche.
Ce scénario illustre le principe annoncé ; il ne signifie pas que chaque selfie devant un frigo débouche sur une adresse exacte.

Cliquer sur l'image pour lire la suite

Numéro
145

LIVRE
DE LA SEMAINE

rantz Fanon
Peau noire, masques blancs



Mobilité électrique : Kia accélère son offensive mondiale avec les PV5, PV7 et PV9



Le constructeursud-coréen Kia renforce sa stratégie internationale dans les véhicules électriques professionnels.
À travers son programme Kia Discovery 2026, organisé en Corée du Sud, la marque entend consolider ses partenariats avec ses distributeurs et accélérer le déploiement de sa gamme PBV.
Son objectif est ambitieux : atteindre 232 000 ventes annuelles à l'horizon 2030.

Kia poursuit sa transformation vers une mobilité électrique davantage adaptée aux besoins des entreprises.
Le constructeur automobile sud-coréen a annoncé, lundi 26 octobre 2026, la clôture de son programme Kia Discovery 2026, une initiative destinée à renforcer les relations avec ses partenaires commerciaux internationaux dans le segment des véhicules PBV (Platform Beyond Vehicle).
Organisé du 20 au 22 octobre en Corée du Sud, ce rendez-vous a réuni des responsables de réseaux de distribution et des partenaires commerciaux venus d'Europe, d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient et de la région Asie-Pacifique.
L'objectif : présenter les ambitions industrielles et commerciales de Kia, tout en préparant la prochaine phase de développement de ses véhicules électriques conçus pour des usages professionnels spécifiques.

PV7 en 2027 et PV9 en 2029 : une gamme en pleine expansion
Le constructeur ne compte pas limiter son offensive au seul PV5.
Dévoilé récemment lors du salon IAA Transportation, le Kia PV7 doit être commercialisé en 2027.
Ce nouveau modèle viendra enrichir l'offre du constructeur avec davantage de capacité et de flexibilité pour les utilisateurs professionnels. Une autre étape est programmée pour 2029 avec l'arrivée du Kia PV9, qui complétera la gamme. Cette montée en puissance s'inscrit dans la feuille de route présentée par Kia lors de son Investor Day 2026.
À l'horizon 2030, le constructeur vise 232 000 ventes annuelles de véhicules PBV, confirmant sa volonté de s'imposer parmi les acteurs internationaux de la mobilité professionnelle électrique.
Au-delà du nombre de véhicules commercialisés, cette stratégie repose sur une approche qui associe matériel roulant, logiciels et services spécialisés.

Kia Discovery : les distributeurs au cœur de la stratégie
Pour accompagner cette expansion, Kia mise sur une collaboration étroite avec ses distributeurs internationaux.
Le programme Kia Discovery 2026 a ainsi permis aux partenaires du constructeur de découvrir directement les installations et les technologies qui soutiennent son développement.
Les participants ont notamment visité le siège de Kia et ses centres de recherche et développement, où leur ont été présentées les orientations technologiques de la marque ainsi que sa future gamme de produits.
Autre étape importante : la visite de l'usine Hwaseong EVO, l'un des sites industriels associés à la montée en puissance de l'activité PBV.
Les partenaires ont également découvert le PBV Experience Center, un espace consacré à la démonstration des solutions de mobilité développées par Kia.
L'enjeu est de préparer les réseaux commerciaux à accompagner des clients professionnels dont les attentes dépassent désormais le simple achat d'un véhicule.

Des véhicules professionnels pensés comme des solutions de mobilité
La stratégie de Kia repose sur une évolution du modèle traditionnel de l'automobile professionnelle.
Plutôt que de proposer uniquement des véhicules électriques, le constructeur entend développer un écosystème associant véhicules conçus pour des usages spécifiques, solutions logicielles et services dédiés.
Cette approche vise à mieux répondre aux besoins des professionnels, notamment en matière d'organisation des flottes, de flexibilité opérationnelle et d'adaptation des véhicules à différentes activités.
Pour Kia, le développement de cette offre constitue également un moyen de renforcer ses relations avec les entreprises clientes sur le long terme. Cette orientation intervient dans un contexte où l'électrification des flottes professionnelles représente un enjeu croissant pour les constructeurs automobiles, les opérateurs logistiques et les gestionnaires de mobilité.

Numéro 145

NOMINATION DE LA SEMAINE

HARRY KANE REMPORTE LE PREMIER BALLON D'OR DE SA CARRIÈRE



By Lodj

Brèves Auto-Moto



VolkswagenGolfR : la compacte sportive de333chevauxdébarque au Maroc

Volkswagen Maroc a officiellement présenté la Golf R, le 11 octobre 2026, lors du festival Icons of Speed, organisé sur le circuit de l'UTAC à Oued Zem.
Forte de 333 chevaux, cette version devient la Golf de série la plus puissante commercialisée par la marque dans le Royaume.
Elle associe performances sportives, transmission intégrale et polyvalence d'une compacte destinée également à un usage quotidien.
Sous le capot, la Golf R embarque un moteur 2.0 litres TSI turbocompressé développant 333 ch et 420 Nm de couple, associé à une boîte automatique DSG à sept rapports et à la transmission intégrale 4MOTION. Volkswagen annonce une accélération de 0 à 100 km/h en seulement 4,6 secondes et une vitesse maximale limitée à 250 km/h.

Chery Tiggo X7 : un nouveau SUV hybride au look tout-terrain qui pourrait séduire le marché européen

Le constructeur chinois Chery vient de dévoiler le "Tiggo X7", un nouveau SUV familial au style inspiré des véhicules tout-terrain. Disponible en versions hybride et hybride rechargeable, ce modèle de 4,64 mètres entend combiner polyvalence, capacités de franchissement et technologies embarquées.
Si aucune commercialisation en Europe n'a encore été confirmée, ses caractéristiques pourraient lui permettre de trouver sa place sur un marché très concurrentiel. Contrairement aux autres modèles de la gamme Tiggo, le X7 adopte une silhouette carrée rappelant certains tout-terrain emblématiques, comme le Land Rover Defender ou le Toyota Land Cruiser.





Automobile au Maroc : Dacia domine les ventes, le Renault Kardian grimpe sur le podium

La Dacia Logan conserve sa position de leader devant la Sandero, tandis que le Renault Kardian s'impose à la troisième place. Les dix modèles les plus populaires concentrent près de la moitié des immatriculations.Avec 15 163 unités vendues, la Dacia Logan domine le classement et représente 10,3 % du marché, suivie de la Sandero avec 13 838 ventes (9,4 %). Le Renault Kardian complète le podium avec 8 118 immatriculations (5,5 %), devant la Peugeot 208 (7 560) et la Renault Clio (7 398). Le Dacia Duster occupe la sixième position avec 5 583 ventes, suivi du Volkswagen Tiguan (4 418), du Hyundai Tucson (4 313), de l'Opel Corsa (4 033) et du Kia Sportage (2 465).


LODJ
7ÈME SENS
Saison 3
SOCIÉTÉ
POLITIQUE
ÉCONOMIE
CULTURE
LODJ
DÉBAT DÉDIÉ À DONNER DU SENS AU SENS
ANIMÉ PAR RACHID HALLOUY
En live streaming sur :
Youtube
Instagram
Facebook
TikTok
Kick
Twitch
En rediffusion MP3 sur :
Apple Podcasts
Google podcasts
Spotify
Deezer

Brèves Auto-Moto



TeslaModel YPremium : 20 équipements manquants quiinterrogent

Le Tesla Model Y Premium Grande Autonomie Propulsion séduit par son positionnement tarifaire et son autonomie, mais certains choix d'équipement suscitent des réserves. Soutien de cuisses, affichage tête haute, suspension pneumatique ou recharge à 800 volts : plusieurs fonctionnalités absentes existent pourtant sur d'autres modèles Tesla ou chez des concurrents. Une liste de 20 points met en lumière les compromis de cette version. Les sièges avant sont chauffants et ventilés, mais le soutien de cuisses réglable reste réservé à la version Performance, affichée à 62 990 €. Aucun siège massant n'est proposé. Le toit panoramique fixe ne dispose pas de pare-soleil intégré, tandis que l'affichage de la vitesse reste centralisé sur l'écran de 16 pouces, sans affichage tête haute.

BMW : les nouvelles batteries Gen6 promettent jusqu'à 805 km d'autonomie

BMW a lancé la production de ses batteries haute tension Gen6 dans une troisième usine, à Shenyang, en Chine, après deux sites en Hongrie et en Allemagne. Destinée notamment aux futurs modèles de la famille Neue Klasse, cette technologie doit renforcer les capacités de stockage d'énergie et soutenir le déploiement mondial de la gamme électrique.

Les cellules cylindriques remplacent les cellules prismatiques de la génération précédente et offrent, selon BMW, une densité énergétique supérieure de plus de 20 %.

L'intégration directe des cellules dans le boîtier de batterie permet également de gagner de l'espace.





Renault E-Space Concept : le monospace électrique fait son retour

Renault remet le monospace à l'honneur avec l'E-Space Concept, dévoilé le 12 octobre 2026.

Ce prototype 100 % électrique s'inscrit dans la stratégie des « voitures à vivre » de la marque et revendique un héritage direct du premier Espace.

À contre-courant des SUV, il mise sur une silhouette basse, un vaste espace intérieur et des équipements inspirés du mobilier. Long de 4,70 mètres, le concept adopte une cabine largement vitrée et six sièges individuels. Ses portes antagonistes, sans montant central, facilitent l'accès à bord. Les sièges du deuxième rang peuvent pivoter à 180° pour créer un espace de convivialité avec le troisième rang.

Voiture électrique : le Japon inventait l'avenir, la Chine est-elle en train de le lui voler ?



Pendant des décennies, Toyota a appris au monde entier à fabriquer des voitures. Aujourd'hui, le constructeur japonais doit apprendre de son concurrent chinois BYD à fabriquer les voitures de demain.
Ce renversement historique raconte bien davantage qu'un simple partenariat industriel.
Il révèle le déplacement du centre de gravité de l'automobile mondiale, du Japon et de l'Europe vers la Chine.
Et pose une question dérangeante : les géants d'hier peuvent-ils encore dicter les règles du jeu de demain ?

Toyota s'allie à BYD : quand le géant japonais doit apprendre à rouler à la chinoise !
Il fut un temps où Toyota incarnait presque à lui seul l'excellence industrielle. Le Toyota Production System, le juste-à-temps, la qualité totale, la maîtrise des coûts : autant de méthodes devenues des références mondiales.
Le constructeur japonais avait même pris une longueur d'avance avec la Prius, popularisant dès la fin des années 1990 la motorisation hybride.

Mais l'histoire industrielle réserve parfois de cruelles ironies.
Celui qui avait anticipé l'électrification partielle de l'automobile s'est montré beaucoup plus prudent face au véhicule entièrement électrique.
Pendant que Toyota défendait une stratégie combinant hybrides, hydrogène et batteries, les constructeurs chinois investissaient massivement dans une autre révolution : produire des voitures électriques accessibles, performantes et intégrées à un écosystème industriel national.
Et aujourd'hui, Toyota doit composer avec cette nouvelle réalité.
La Chine ne veut plus seulement fabriquer des voitures. Elle veut définir l'automobile.
Le marché chinois constitue désormais un laboratoire grandeur nature de la transformation automobile mondiale.
Les véhicules à énergie nouvelle, catégorie regroupant les modèles électriques à batterie et les hybrides rechargeables, ont franchi le seuil de la moitié des ventes de voitures particulières neuves sur certaines périodes.

Ce basculement est considérable
Il signifie que le moteur thermique, longtemps considéré comme le cœur de l'industrie automobile, perd progressivement sa centralité sur le premier marché mondial.
Pour les constructeurs étrangers, l'équation devient redoutable.

Ils ne doivent plus simplement concurrencer les fabricants chinois sur les prix. Ils doivent rivaliser sur les batteries, les logiciels, les équipements numériques, la rapidité de développement et la capacité à renouveler les modèles.
Or, dans plusieurs de ces domaines, les entreprises chinoises ont pris une avance décisive.
Toyota, Volkswagen et d'autres groupes historiques ont découvert que leur réputation mondiale ne suffisait plus à garantir leur domination commerciale en Chine.
Dans l'automobile électrique, le prestige d'hier ne recharge pas les batteries de demain.

BYD : de fabricant de batteries à puissance automobile
L'ascension de BYD constitue l'une des transformations industrielles les plus spectaculaires des dernières décennies.
L'entreprise chinoise a commencé par produire des batteries rechargeables avant de devenir un constructeur automobile majeur.
Sa force réside dans une stratégie que beaucoup de concurrents peinent à reproduire : l'intégration verticale.
BYD fabrique une part importante des composants essentiels de ses véhicules, notamment les batteries, les moteurs électriques et certains systèmes électroniques.

Goutte ou douleurs articulaires liées au froid : comment reconnaître les signes qui font la différence ?



Unearticulationdouloureuse en hiverne signifie pas nécessairement que le froid est responsable.
Une crise de goutte se caractérise généralement par une douleur brutale et intense, accompagnée d'un gonflement et d'une rougeur.

La localisation des symptômes, leur rapidité d'apparition et leur intensité peuvent aider à distinguer les deux situations.

Une crise de goutte marquée par une douleur soudaine
La goutte est une maladie inflammatoire provoquée par l'accumulation de cristaux d'urate de sodium dans les articulations. Ces dépôts sont favorisés par un excès d'acide urique dans le sang, même si toutes les personnes présentant un taux élevé ne développent pas nécessairement de crise.
Les symptômes apparaissent souvent pendant la nuit et s'intensifient rapidement.

La base du gros orteil est fréquemment touchée, mais la cheville ou le genou peuvent également être concernés. L'articulation devient alors rouge, chaude et gonflée, avec une sensibilité particulièrement importante, parfois même au simple contact d'un drap. Une fièvre peut aussi accompagner l'épisode.
À l'inverse, les douleurs associées à l'arthrose s'installent souvent de manière plus progressive. Elles peuvent se manifester par des raideurs au réveil ou une gêne pendant les mouvements.

L'arthrose peut toutefois provoquer des poussées inflammatoires : les symptômes ne suffisent donc pas toujours à établir un diagnostic.
Le froid peut-il réellement aggraver les douleurs ?
De nombreuses personnes constatent une augmentation de leurs douleurs articulaires lorsque les températures diminuent. Une méta-analyse publiée en 2023 a relevé une association entre le froid et l'intensité des douleurs liées à l'arthrose.
Cependant, les résultats des études restent variables et ne démontrent pas que les basses températures provoquent directement une inflammation.
Une gêne ressentie pendant l'hiver ne permet donc pas, à elle seule, d'identifier son origine.

L'arthrose, la goutte et d'autres affections articulaires peuvent présenter des symptômes qui se ressemblent, mais nécessitent des prises en charge différentes.

Des gestes adaptés à l'origine de la douleur
Le choix entre le chaud et le froid dépend notamment des symptômes. Une poche froide enveloppée dans un linge peut contribuer à soulager une articulation gonflée, tandis qu'une chaleur douce peut aider à détendre des muscles raides.

La glace ne doit jamais être appliquée directement sur la peau.
En dehors des épisodes douloureux, une activité physique adaptée, comme la marche ou les exercices dans l'eau, peut aider à préserver la mobilité en cas d'arthrose. Pour la goutte, un traitement anti-inflammatoire prescrit rapidement permet de limiter les symptômes.

Un traitement de fond peut également être nécessaire afin de réduire durablement le taux d'acide urique et de prévenir les récidives. Une articulation soudainement rouge, chaude, gonflée et très douloureuse nécessite un avis médical rapide.

Il est notamment essentiel d'écarter une infection articulaire, particulièrement si une fièvre est présente.

Le dosage de l'acide urique ne suffit pas toujours à confirmer la goutte, car son taux sanguin peut être normal pendant une crise.

En cas de doute, le médecin peut notamment rechercher la présence de cristaux dans le liquide articulaire.

Brèves Santé & Conso



Chevilles gonflées : comment distinguer une origine veineuse, cardiaque ou rénale ?

Après une journée passée debout ou assis, les chevilles peuvent présenter un œdème, c'est-à-dire une accumulation de liquide dans les tissus. Souvent lié à une mauvaise circulation veineuse, ce gonflement peut aussi être associé à une atteinte cardiaque ou rénale. L'horaire d'apparition et les symptômes qui l'accompagnent donnent quelques indications.
Un gonflement qui s'accentue au fil de la journée, avec une sensation de jambes lourdes ou des varices, peut évoquer une insuffisance veineuse.
Il tend souvent à diminuer après une nuit en position allongée. En revanche, un essoufflement inhabituel, une fatigue marquée ou une prise de poids rapide peuvent orienter vers une insuffisance cardiaque.
Ces signes ne sont toutefois pas spécifiques.

Hypertension : une poignée de fruits à coque par jour associée à un risque réduit de 26 %

Une poignée quotidienne de fruits à coque pourrait être associée à un risque moins élevé d'hypertension. Publiée le 4 août 2026 dans le British Journal of Nutrition, une analyse de huit études prospectives a recensé 20 665 cas d'hypertension parmi 143 380 participants.
Les chercheurs ont observé un risque d'hypertension inférieur de 26 % chez les personnes consommant environ 30 à 35 grammes de fruits à coque par jour, par rapport à celles qui n'en mangeaient pas.
Au-delà de cette quantité, le bénéfice semblait se stabiliser.
Ce chiffre correspond à une réduction relative du risque statistique, et non à une baisse directe de la pression artérielle.





Polyphénols : ces aliments qui intéressent les chercheurs pour protéger l'intestin

Fruits rouges, thé et cacao contiennent des composés végétaux étudiés pour leur rôle dans la barrière intestinale et les défenses immunitaires.

La muqueuse intestinale constitue un rempart contre les agents infectieux, notamment les virus responsables de gastro-entérites.
Des recherches s'intéressent aux polyphénols, présents dans plusieurs aliments du quotidien, et à leur capacité potentielle à renforcer cette barrière naturelle. Mais leur efficacité contre les infections virales reste à confirmer chez l'être humain.

Brèves Santé & Conso



Démence : uneétudebritannique associe un niveau d'éducation élevé à un risque réduit

Une étude britannique, rapportée le 29 octobre 2026 par Al Arabiya, met en évidence une association entre un niveau d'éducation plus élevé et un risque plus faible de développer une démence.
Ces observations renforcent l'hypothèse selon laquelle les apprentissages contribuent à la réserve cognitive, c'est-à-dire la capacité du cerveau à mieux résister aux effets du vieillissement et de certaines maladies neurologiques.
Toutefois, cette association ne signifie pas que les études empêchent directement l'apparition de la démence.

Peau éclatante en automne : les gestes simples pour préserver son hydratation

Avec l'arrivée de l'automne, la baisse des températures, le vent et l'air plus sec peuvent fragiliser la barrière cutanée. Résultat : tiraillements, sécheresse, rougeurs et teint terne deviennent plus fréquents.
Pour préserver l'éclat de la peau, les dermatologues recommandent une routine douce, associant nettoyage non agressif et hydratation quotidienne.
Les soins contenant de la glycérine, des céramides ou de l'acide hyaluronique peuvent notamment contribuer à maintenir l'hydratation et à limiter la perte d'eau. Quelques habitudes suffisent à mieux protéger la peau pendant cette saison. Appliquer une crème hydratante après le nettoyage, éviter les douches trop chaudes et limiter les exfoliations agressives permettent de préserver la barrière cutanée.





Une pilule contre la calvitie ? Un espoir qui se précise

Les tempes qui se dégarnissent, le sommet du crâne qui devient plus visible sur les photos… Quand les cheveux commencent à manquer, les questions prennent vite toute la place.

Faut-il changer de shampoing, essayer une recette de dar ou consulter ?
Une annonce américaine apporte une nouvelle piste : un traitement oral expérimental a donné des résultats encourageants après six mois.

De quoi susciter de l'espoir, à condition de comprendre ce que cette étude démontre réellement.

Cancer de la prostate : une association de traitements offre davantage de temps aux patients



Quand le cancer touche un père, un conjoint ou un frère, chaque avancée compte. Les nouveaux résultats de l'étude PEACE-1 apportent un espoir concret : une association de traitements permet de prolonger la survie de certains patients atteints d'un cancer de la prostate métastatique. Voici ce qu'il faut comprendre, sans jargon ni fausse promesse.

Parler de la prostate, c'est déjà avancer
Au Maroc, parler de la prostate reste parfois délicat. On préfère changer de sujet autour du café, rassurer la famille ou garder ses inquiétudes pour soi.
Pourtant, comprendre la maladie et les possibilités de traitement aide à poser les bonnes questions.

Cancer de la prostate métastatique : que montre l'étude PEACE-1 ?
Un cancer est dit « métastatique » lorsqu'il s'est propagé au-delà de son organe de départ.
L'étude internationale PEACE-1 concerne des hommes dont le cancer de la prostate présentait des métastases dès le diagnostic, tout en restant sensible aux traitements hormonaux.

Présentés au congrès ESMO 2026, les résultats à long terme confirment l'intérêt d'ajouter l'abiratérone à une hormonothérapie et à une chimiothérapie par docétaxel.
Dans le groupe ayant reçu cette triple association, la survie médiane atteignait 6,2 ans, contre 4,4 ans avec l'hormonothérapie et la chimiothérapie seules. À huit ans, environ 40 % des patients étaient encore en vie, contre 27 %.

Presque deux ans de plus : comment comprendre ce chiffre ?
La médiane correspond au moment où la moitié des patients sont encore en vie.
Ce résultat ne signifie donc pas que chaque personne gagnera automatiquement deux années.
L'évolution dépend notamment des caractéristiques de la maladie et de l'état de santé.
Autre précision : il s'agit de nouvelles données sur une association thérapeutique déjà étudiée, plutôt que d'un médicament entièrement nouveau.

Abiratérone : un traitement qui demande un suivi régulier
L'abiratérone réduit la fabrication d'hormones qui peuvent alimenter la croissance du cancer. Administrée en comprimés, elle s'accompagne d'un corticoïde prescrit par le médecin et s'intègre dans une prise en charge précise.
Mais « en comprimés » ne veut pas dire « sans surveillance ». Le traitement peut notamment augmenter la tension, faire baisser le potassium ou perturber le fonctionnement du foie. Des consultations et des analyses permettent de surveiller ces effets et d'adapter la prise en charge.
Pour une famille marocaine concernée, le bon réflexe consiste à demander à l'oncologue si cette association convient au patient, puis à discuter de son accès, de son coût et des modalités de suivi.
L'annonce de résultats internationaux ne renseigne pas, à elle seule, sur les possibilités de prise en charge au Maroc.

Accompagner un proche : les petits gestes qui comptent
Pas besoin de trouver une phrase parfaite. Proposer un trajet jusqu'à l'hôpital, préparer les questions avant une consultation ou simplement écouter peut alléger le quotidien.
Et si votre père ou votre conjoint préfère parler football plutôt que maladie pendant un moment, laissez-lui aussi cette respiration.

Plantesetrecettesmaison : enparleravantdelesutiliser
Les habitudes familiales peuvent apporter du réconfort.
En revanche, aucune tisane ni recette maison ne remplace le traitement du cancer. Avant de prendre une plante ou un complément, mieux vaut en parler à l'équipe soignante pour vérifier sa compatibilité avec les médicaments.

Cette avancée apporte une raison d'espérer, sans effacer les difficultés. Pour les patients et leurs proches, l'essentiel reste une prise en charge adaptée, des informations claires et la possibilité de parler librement.
La pudeur ne devrait jamais empêcher de demander de l'aide.

MHEV, HEV, PHEV, REEV, BEV : LES CONSTRUCTEURS VENDENT DES SIGLES, LES MAROCAINS VEULENT SAVOIR CE QU'ILS ACHÈTENT !

Hybride léger, hybride classique, hybride rechargeable, électrique à prolongateur d'autonomie ou 100 % électrique : le marché automobile ressemble désormais à un dictionnaire d'abréviations. Derrière ces cinq technologies se cachent pourtant des différences fondamentales en matière de consommation , d'autonomie, de recharge et de coût d'utilisation. Pour l'automobiliste marocain, le véritable enjeu n'est pas de choisir la motorisation la plus moderne, mais celle qui correspond réellement à son quotidien.



Quand acheter une voiture devient un examen de technologie

Autrefois, acheter une voiture était relativement simple.
Essence ou diesel ? Boîte manuelle ou automatique ? Berline ou SUV ? Quelques questions suffisaient pour orienter une décision.
Aujourd'hui, le vendeur vous parle de MHEV, HEV, PHEV, REEV ou BEV. Il ajoute parfois E-Tech, e-POWER, DM-i ou DM-p. Et pour couronner le tout, il vous explique que le véhicule est « électrifié ».
Magnifique ! Mais électrifié comment ?
Car entre une voiture qui utilise une petite assistance électrique et une autre qui roule exclusivement grâce à une batterie, il existe un monde.
Toutes les voitures électrifiées ne sont pas électriques. Et toutes les voitures hybrides ne fonctionnent pas de la même manière.
Cette confusion n'est pas seulement technique. Elle peut coûter très cher au consommateur.
Acheter une motorisation mal adaptée à ses déplacements, c'est risquer de payer davantage pour une technologie dont on ne profitera jamais pleinement.

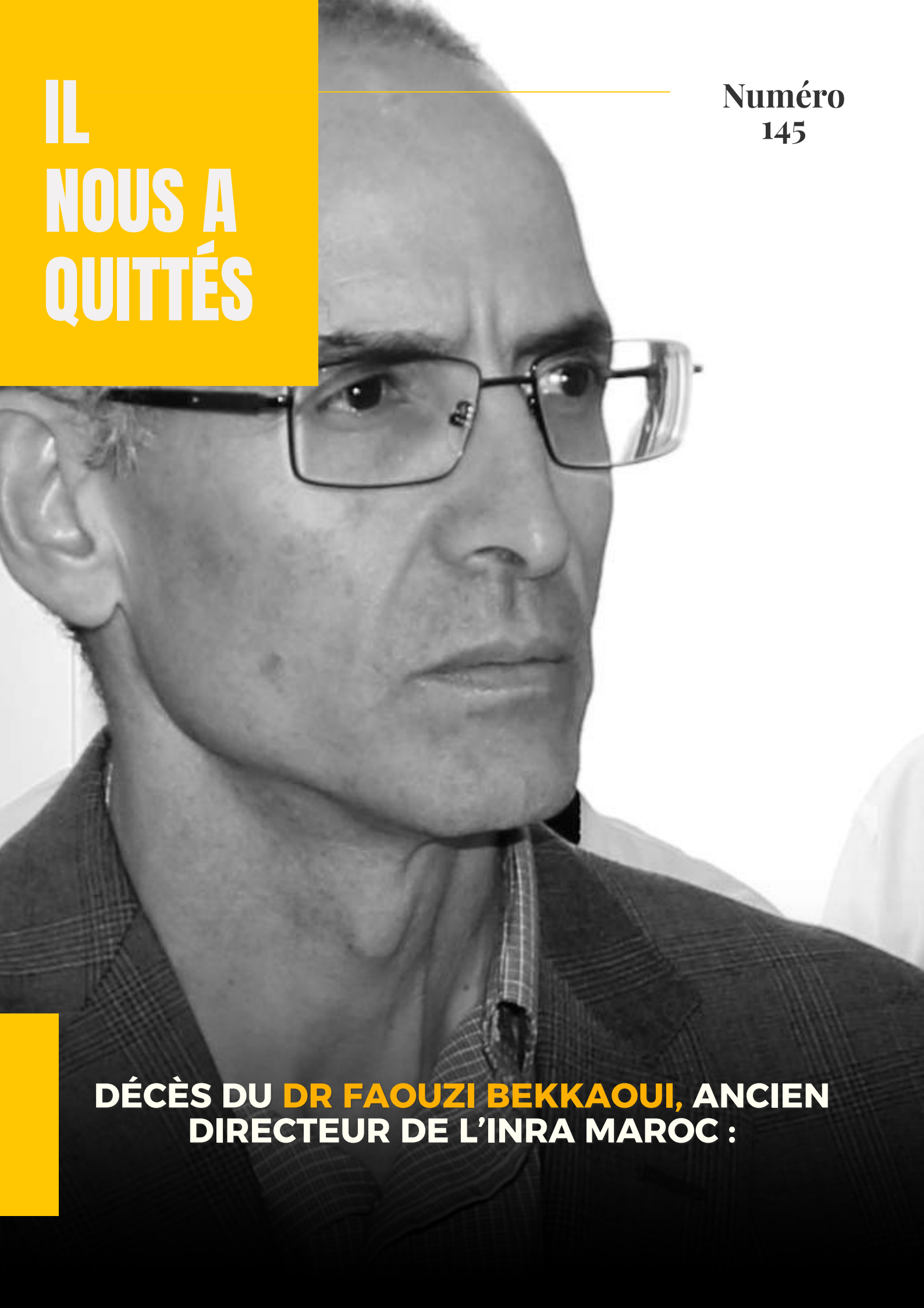
MHEV : l'hybride qui reste d'abord une voiture thermique
Le MHEV, ou Mild Hybrid Electric Vehicle, désigne l'hybridation légère.
Son principe est relativement simple : un petit moteur électrique accompagne le moteur thermique, notamment lors des accélérations, et récupère une partie de l'énergie au freinage.
Dans une architecture MHEV classique, le moteur électrique ne permet pas de propulser seul le véhicule.
L'objectif est de réduire la consommation, d'améliorer la souplesse et de rendre le système d'arrêt-redémarrage plus discret.

LIRE LASUITE

MOHAMED AIT BELLAHCEN

IL NOUS A QUITTÉS

Numéro
145



DÉCÈS DU DR FAOUZI BEKKAOUI, ANCIEN DIRECTEUR DE L'INRA MAROC :



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma